



MARS 2011

Page 3, Gérard Chouteau

Nanotechnologies : cauchemar pour la techno-science ou rêve pour l'humanité ?

Page 4, PCF 91

Réunion sur le projet OIN-Plateau de Saclay

Page 5, Ivan Lavallée

Coopération sur un baril de poudre

Page 6, Dina Bacalexi : interview de C.B.

Recherche industrielle, énergie, nucléaire

Page 10, Olivier Gebuhrer

Idex : stop au chantage et au racket sur les moyens budgétaires

Page 12, Dina Bacalexi

Accord CPU-CNRS : un pas de plus vers le démantèlement du CNRS ?

Page 14, Dina Bacalexi

SNRI : « stratégie nationale » ou reprise en main ?

Page 16, la saga des SHS

Page 18, nos propositions en débat

Page 20, ailleurs sur la ronde boule

Page 24, lectures

DÉ-GA-GE !

À l'heure où ces lignes sont écrites, les premières phases d'une révolution populaire ont vu le jour au Proche Orient : en Tunisie, en Égypte, des tyrans corrompus ont été chassés. Ces dates sont à marquer d'une pierre rouge : des systèmes installés à l'aide de la France et des États-Unis craquent ; mais les mouvements populaires qui se sont déployés avec puissance et détermination poursuivront-ils ? On pense immédiatement aux conséquences possibles pour l'instauration d'une paix juste et durable au Proche Orient, qui restitue enfin au peuple palestinien la jouissance de ses droits fondamentaux si longtemps bafoués avec l'aide et la complaisance des dictateurs chassés du pouvoir.

Face à ces évolutions si spectaculaires, il est temps de tirer les conséquences pour notre pays et l'Union européenne : notre « gouvernement » s'est vautré ; l'Union européenne a couvert. Signes indubitables de cette complaisance coupable, les scandales révélés ces derniers jours. Comme chacun connaît les faits, essayons d'aller plus au fond des choses : ainsi, ni Madame Alliot-Marie, ni Fillon, ni Sarkozy ne « savaient ».

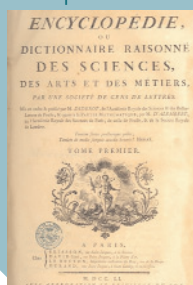
Ils « ne savaient pas » quoi ? Que Ben Ali et Moubarak torturaient ? Ne connaissaient-ils pas Youssef Chahine, n'ont-ils pas vu le film *Le Chaos* ? Il est vrai que pour ces personnages, la culture...

Ils « ne savaient pas » quoi ? Que Ben Ali et Moubarak pillaient leur pays respectif ? En France, on fait de même, mais on met les gants. Dans des « pays sous-développés » (*sic*), la méthode est plus rustique mais le fond ne change pas. Qui l'ignorait ? La misère des peuples tunisien et égyptien et le luxe insensé des sphères dirigeantes, ils ne savaient pas ? Ils n'ont rien vu, rien entendu ?

Mais le pire sans doute est cette exclamation de Madame Alliot-Marie en pleine Assemblée nationale : « Comment ? L'Internationale socialiste a dans son sein les partis de Ben Ali et de Moubarak et vous osez nous reprocher de traiter ces dirigeants en personnalités estimables ? » Oui, sans doute, ce n'est hélas une découverte pour personne que l'Internationale socialiste n'a, dans le meilleur des cas, jamais été utile aux peuples, et au pire complice des régimes les plus

la citation...

« Saint Augustin considère le prêt lucratif par le tort qu'il fait aux nécessiteux, et il l'assimile à un vol effectif. Le voleur, dit-il, qui enlève quelque chose à un homme riche, est-il plus cruel que le créancier qui fait périr le pauvre par l'usure ? ».



Joachim Faiguet de Villeneuve article « Usure » dans l'Encyclopédie de Diderot et Dalember

rendez-vous

20 et 27 mars

ÉLECTIONS CANTONALES

corrompus d'Afrique. Cela donne-t-il le droit au gouvernement français d'ajouter le scandale au scandale ?

Nous vivons des temps baroques. Il n'est pas jusqu'à Cohn-Bendit qui « ne pense pas que Fillon et Madame Alliot-Marie doivent démissionner car cela vaudrait aussi pour Sarkozy » ; extraordinaire argument !!!

Tout ceci est fangeux et pourrait sembler nous éloigner du sujet : car en France il y eut les universitaires, les chercheurs, les enseignants, puis par millions le monde du travail dans l'affrontement sur les retraites, et aujourd'hui la justice, les CRS, les policiers ; entre-temps, on a désigné les Roms à la vindicte publique et dans l'urgence organisé leur expulsion de France. Quelles différences de fond y a-t-il entre les régimes mis à bas et le nôtre ? Ne sont-ils pas tous complètement inféodés aux puissances de l'argent ?

Jusqu'où ce pouvoir ira-t-il si ne s'ouvre pas à gauche une alternative crédible ? Voilà Marine Le Pen tapie dans l'ombre et invitée sur tous les grands médias qui attend son heure... Peut-on songer un instant que ce petit monde en reprenne pour 5 ans ?

Cependant, pour conjurer un scénario catastrophe, pour que la même politique ne soit pas revêtue d'un coup de badigeon, il faut du travail, de la production d'idées, des débats publics. Il faut construire des désaccords et il faut tenter patiemment, avec ténacité, de les dépasser. Et puisque nous avons consacré une large place aux soulèvements populaires du Proche Orient, il nous semble que ces événements mettent à l'ordre du jour comme jamais la question d'une autre politique étrangère et notamment du co-développement tant au niveau de la France que de l'Union européenne.

Permettre aux peuples qui se libèrent d'acquérir les plateformes scientifiques qui leur font défaut est un impératif de toute politique de gauche. Permettre à ces peuples de ne plus avoir à subir le pillage des cerveaux chers à Sarkozy et à Péresse. Plutôt que supputer qui sera à gauche le candidat du second tour, les communistes poursuivent avec intensité l'élaboration d'un programme populaire et partagé dans le cadre du Front de Gauche et travaillent à son élargissement. Les élections cantonales en sont une des occasions.

À tous nos collègues qui se demandent avec angoisse si les changements structurels désastreux imposés par le gang du Fouquet's à l'enseignement supérieur et à la recherche de notre pays sont d'ores et déjà trop vigoureux pour qu'on s'en défasse, nous disons : oui, changer est possible et nécessaire ! Ce changement est entre vos mains. Construire l'avenir n'est pas le retour au passé ; mais ce qu'un gouvernement d'imposteurs a fait, un gouvernement de gauche peut le défaire. Il peut construire autrement et autre chose.

Les communistes ont des propositions qui ne sont pas à prendre ou à laisser. Venez en débattre avec nous. Le Front de Gauche vous attend. Pour nous, c'est l'embryon de ce que pourrait être un Front populaire de notre temps.

Ensemble, construisons le moment où en France aussi montera le cri : « DÉ-GA-GEZ ! ».



Olivier Gebuhrer



cauchemar de la techno-science ou rêve pour l'humanité ?..... par **Gérard Chouteau**, physicien

Un millimètre est une longueur qui évoque quelque chose, nous l'avons appris à l'école. Un *micromètre*, c'est encore accessible à notre entendement : un cheveu a un diamètre de 50 à 100 microns. Mais un *nanomètre* ? C'est un milliardième de mètre. Difficile d'imaginer un objet ayant des dimensions de quelques nanomètres. Ce sont pourtant de tels objets que les nanotechnologies et les nanosciences fabriquent et manipulent. Des objets qui ont atteint une limite où il est possible de compter les atomes qui les composent. Si un cube de silicium de 1mm de côté contient cinquante milliards de milliards d'atomes, un cube de 10 nanomètres de côté n'en contient plus que 50000.

En réalité, cette affaire des nano-objets ne date pas d'aujourd'hui. Déjà, les Égyptiens de l'Antiquité savaient inclure dans leurs céramiques des nanoparticules métalliques de taille bien contrôlée, pour obtenir des pigments colorés (le fameux « bleu d'Égypte »). Les Gaulois savaient par martelage introduire des défauts de structure à l'échelle de quelques atomes dans le bronze de leur glaive pour le rendre résistant aux chocs.

Les chimistes quant à eux, notamment les spécialistes de chimie organique et moléculaire, savent construire depuis fort longtemps des molécules complexes aux propriétés contrôlées, objets nanométriques s'il en est, « brique » par « brique » (voir par exemple les travaux du prix Nobel de Chimie 1987, Jean-Marie Lehn). Citons également les nanotubes de carbone, d'un diamètre d'une dizaine de nanomètres, formés d'une ou deux couches monoatomiques de graphite enroulées sur elles-mêmes, couramment utilisés dans les matériaux composites. Tout cela sans avoir recours à des moyens techniques coûteux comme ceux de la microélectronique, loin de là.

C'est, cependant, le développement impétueux des techniques liées à l'industrie de la microélectronique qui est à l'origine de l'irruption des nanotechnologies sur le devant de la scène. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler qu'en 1975 on gravait des traits de 10 microns de largeur dans les puces électroniques, et qu'aujourd'hui on en est à 22 nanomètres, soit 450 fois moins. Une autre avancée considérable a été l'invention de deux outils exceptionnels, eux aussi couronnés par l'attribution d'un prix Nobel en 1986, le microscope à effet tunnel et le microscope à force atomique, qui non seulement permettent des observations à l'échelle atomique, mais rendent possible la **manipulation** d'atomes un par un dans des opérations de routine. La prédiction qu'énonça en 1959 le physicien Richard Feynman, encore un Nobel, selon laquelle « on pourra un jour écrire l'intégralité de l'*Encyclopaedia Britannica* sur une tête d'épingle » est en train de se réaliser.

Si la définition même des nanotechnologies fait encore l'objet de débats (non seulement) sémantiques, si l'on a parfois tendance à étendre le terme nanotechnologies à des objets qui sont plutôt micrométriques, (question de mode !), il n'en est pas moins vrai que leur développement paraît irréversible. Pas un mois sans l'annonce de réalisations étonnantes. On sait fabriquer des engrenages ou des moteurs moléculaires. Les physiciens conçoivent des objets étranges : boîtes ou fils quantiques contenant un nombre contrôlé... d'électrons. Nul doute que dans les décennies à venir on saura élaborer des rétines artificielles et guérir certaines cécités. On peut, dès aujourd'hui, par implantations de micro-électrodes dans des régions déterminées du cerveau, actionner des prothèses de membres **par la pensée**. La récente création d'une cellule contrôlée par un ADN artificiel ouvre la voie à la création de cellules répondant à des besoins spécifiques.

Le champ d'application des nanotechnologies semble donc illimité. Si illimité, que certains n'hésitent pas à construire des programmes démiurgiques tels que « Façonner le monde atome par atome », objectif incroyablement ambitieux (sic) affiché par les promoteurs américains de la *National Nano-initiative*, mis en lumière par Bernadette Bensaude-Vincent dans son ouvrage *Les vertiges de la techno-science*. La physicienne Hélène Langevin-Joliot dans ses travaux récents a montré comment, au travers du concept de techno-science, on tend à brouiller les frontières entre recherche fondamentale et appliquée, recherche et management. Le marché mondial que représentent les nanotechnologies serait de 1000 milliards de dollars vers 2015. On est là au cœur des questionnements éthiques et sociétaux que pose aujourd'hui le développement des connaissances et des sciences.

Les méthodologies sont bousculées par les approches nouvelles. Les équipes sont de plus en plus transversales et interdisciplinaires, regroupant physiciens, biologistes, mathématiciens, informaticiens, neurologues, etc. La démarche classique « du haut vers le bas », de la recherche fondamentale vers l'application et le développement, se trouve souvent inversée. Du fait de la nature microscopique des objets élaborés, c'est à la physique quantique qu'il faut faire appel. Mais les êtres quantiques sont étranges, à la fois corpuscules et ondes, doués d'ubiquité, gouvernés par des lois probabilistes, ils ne se connectent pas facilement au monde extérieur. Il y a donc une forte exigence de recherche fondamentale dans une démarche inédite « du bas vers le haut », pour mieux comprendre le comportement de ces nouveaux objets. Dans ce domaine, il vaut mieux parler de nanoscience, plutôt que de nanotechnologie. Cette exigence de recherche fondamentale dans une démarche transversale coopérative est en contradiction frontale avec la politique que le gouvernement tente de mettre en œuvre : une politique entièrement axée sur le transfert des connaissances pour accroître le profit des entreprises.

Les produits des nanotechnologies sont-ils sans risque pour la santé ? Les nanoparticules sont déjà disséminées dans des centaines de secteurs industriels. Le moins que l'on puisse dire est que les entreprises qui les utilisent et les commercialisent ne sont pas très coopératives. Un récent rapport de Novethic, filiale de la Caisse des dépôts, pointait ce problème et dénonçait la règle du secret en la matière. Ce ne sont pas les timides recommandations de l'UE appelant à observer « une bonne conduite » qui vont peser lourd. Quant au gouvernement Sarkozy, il n'est manifestement pas pressé de publier le rapport du débat public qui s'est déroulé d'octobre 2009 à février 2010.

Le développement des nanotechnologies appelle de grandes précautions d'emploi et des démarches exploratoires. On est loin du compte : en 2006 seul 0,4% du budget de recherche du secteur a été consacré à l'étude des risques.

Le problème des rapports entre science et société n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, c'est que les conséquences des résultats de la recherche se font sentir dans des délais de plus en plus courts et ont des impacts sociétaux lourds. Il faut aller au-delà des peurs, toujours irrationnelles et souvent fantasmées, que suscitent les risques (réels) des avancées scientifiques. À la question : « la science pour quoi faire et pour qui ? », on ne peut répondre que par une exigence forte de démocratie, de transparence et de maîtrise publique des résultats scientifiques. La dialectique complexe des rapports entre scientifiques, industriels, politiques et citoyens est à inventer. Elle ouvre un champ d'expérimentation sociale tout aussi exaltant que les perspectives offertes par le nanomonde.

À nous de concilier ces deux parts de rêve.



Mercredi 17.11.2010 à l'IUT d'Orsay. À l'initiative des sections Fac d'Orsay, Nord-Essonne, Yvette et Evry du PCF et de la Fédération du PCF 91, se sont réunis chercheurs, ingénieurs, enseignants-chercheurs, enseignants de l'université Paris-Sud, du CEA, d'EDF, et d'Écoles comme l'ENSTA et AgroParisTech dont l'installation sur le futur *cluster* de Saclay est prête ou annoncée. Notons la présence de la directrice de l'IUT, mais une participation insuffisante de collègues des entreprises privées (sauf un ingénieur EDF) dont l'arrivée sur le plateau fait l'objet d'une importante campagne de communication de la part du Ministère.

L'objectif de cette rencontre, qui a regroupé des syndicalistes, des militants politiques et associatifs, des citoyens actifs et intéressés, était de confronter analyses et interrogations, de coordonner les actions et propositions et de mettre au cœur du débat l'enseignement supérieur et la recherche : Saclay, qui concentrerait le 1/5 du potentiel de recherche français selon le Ministère, est un exemple type du lien nécessaire entre recherche et société, entre établissements où se mène la recherche (universités et EPST, mais aussi laboratoires des entreprises), aménagement du territoire et conditions de vie des populations alentours. Or, pour se mobiliser, tous ces acteurs ont besoin de maîtriser les enjeux, afin de pouvoir s'opposer à l'autoritarisme ministériel en avançant leurs propres arguments.

Le lien avec le Grand Paris et ses conséquences spéculatives est vite établi, compte tenu des **opérations immobilières** qui se profilent. Mais les nouveaux bâtiments censés accueillir sur le plateau des laboratoires de recherche sont loin d'être adaptés, comme en témoigne l'exemple du CEA (Nanolnnov). Ces déplacements engendrent de sérieux problèmes de transport des salariés ou de circulation automobile, influent sur les conditions du travail au quotidien. D'un autre côté, les bâtiments universitaires ne sont pas rénovés, l'argent manque pour la réalisation des infrastructures, la pagaille est générale. Ce qui souligne le caractère aberrant de ce projet, facile à constater à l'œil nu. C'est d'ailleurs à cause de cette constatation que nous pouvons affirmer que, derrière l'apparence de désorganisation, se cache **un projet hautement idéologique qui vise à asservir la recherche aux exigences de rentabilité financière à court terme, via le Grand Emprunt, ce leurre à millions prétendument « pour la science »**.

Afin de financer les nouveaux programmes « d'innovation » censés surgir de la cohabitation des différents acteurs de la recherche publics et privés, c'est-à-dire d'investir les capitaux du Grand Emprunt et de gérer les intérêts, qui, seuls, pourront être consacrés à la recherche, **une Fondation de coopération scientifique a été créée pour contourner les structures actuelles de décisions**. Elle regroupe à ce jour 23 acteurs différents, elle sera **administrée par un conseil où siègent des représentants de la finance (comme AXA) et des grands groupes industriels, mais aucun représentant des salariés**. Elle appliquera le principe de la *gouvernance*, imposée d'en haut sans intervention des intéressés, des chercheurs et ingénieurs qui devront mener les programmes. Bien entendu, ce pilotage autoritaire de la recherche, associé au **pilotage centralisé du Grand Paris** et à la récente réforme des collectivités territoriales qui coupe les établissements universitaires et de recherche de leur ancrage dans un territoire, exclut d'emblée toute recherche fondamentale ou tout programme qui ne rentrerait

pas dans les « clous » fixés par l'ANR et l'AERES. C'est donc un pas en avant vers l'asservissement de la recherche au capital et le **découplage entre formation et recherche** : Saclay entraînera *de facto* l'affaiblissement des structures de l'université Paris-Sud, établissement pionnier dans de nombreux domaines, qui dispense un enseignement de grande qualité reconnue internationalement. L'arrivée sur le plateau de Grandes Écoles type Supélec, qui pourront désormais délivrer des diplômes universitaires, provoquera une fuite des meilleurs étudiants qui les préféreront à la fac. Ceci s'inscrit dans la droite ligne de la politique ministérielle qui vise, par l'intermédiaire de « fusions-acquisitions », des projets type Labex, Idex, Equipex du Grand Emprunt, l'instauration de l'université à plusieurs vitesses, où seules seront favorisées les facs « rentables », où se mèneront les projets « rentables » du futur.

On nous dit souvent que Saclay est unique, que ce projet créera, comme par magie, des synergies qui feront des miracles. Mais, outre que des projets du même type existent déjà en France (Grenoble) ou se mettent en place (OIN Plaine du Var à Nice), la simple cohabitation dans ce même lieu ne créera aucune synergie, mais plutôt des illusions de synergies dont rêvent déjà de nombreux jeunes doctorants notamment dans des entreprises comme EDF. Sans renier le caractère séducteur à première vue d'un grand projet comme Saclay pour ces jeunes, il est certain qu'ils déchanteront vite, car ils verront que la coopération scientifique libre sur des thématiques choisies, ainsi que les simples libertés académiques, l'autonomie (l'auto-détermination) de la recherche ne font pas partie des objectifs du projet Saclay. Et il est tout aussi évident que le simple voisinage de locaux n'incite pas automatiquement à un travail commun.

Par ailleurs, les entreprises seront davantage motivées par l'accroissement de leurs profits que par la coopération entre recherche privée et publique. En s'installant sur le plateau, elles profiteront du potentiel des laboratoires publics pour y sous-traiter leurs propres recherches, comme cela se produit déjà en IDF et ailleurs. Encore des ingénieurs et des chercheurs au chômage, encore une augmentation de l'emploi précaire qui prend déjà des proportions inquiétantes dans les laboratoires et les universités du public, encore l'enrichissement des grands groupes et l'appauvrissement de la connaissance.

Pour toutes ces raisons, il est d'abord important d'informer tous ceux qui seront, d'une manière ou d'une autre, impliqués dans ce projet soit en tant que salariés, soit en tant qu'habitants des communes environnantes. Bien des collègues dans les laboratoires commencent à comprendre le caractère hautement idéologique du projet Saclay, et à entrevoir des pistes de résistance. Cette diversité des acteurs est une force plutôt qu'un amoncellement d'intérêts particuliers : le fait que tous, avec des angles d'approche et des points de vue différents au départ, convergent à la fin incitera de plus en plus de gens non seulement à s'opposer au projet, mais surtout à garder – et développer – cette richesse qui émane de tant de domaines de recherche, laboratoires des EPST, universités et Écoles. Les premiers pas de la prise de conscience ont été déjà faits grâce au **refus du conseil d'administration de l'université Paris-Sud et du conseil scientifique CNRS de voter les statuts de la fameuse Fondation**. Les actions à suivre seront celles que décideront démocratiquement tous les intéressés, dans un esprit de rassemblement et de combat.



J'arrive à l'université avec tout mon barda d'ordinateur, pas d'électricité chez moi depuis huit heures, c'est le tarif habituel et quotidien, quand on n'est pas aussi confronté à des coupures d'eau. Je pose mes affaires après trois quarts d'heure passés dans l'inévitable taxi qui pallie le manque de transports publics, dans des embouteillages monstres et une pollution qui pique les yeux. Les collègues du département de maths m'accueillent gentiment et me demandent pourquoi j'ai apporté mon ordinateur. J'explique qu'au moins à l'université il n'y a pas de coupure, et clac, plus de jus, électricité coupée !

Les collègues sénégalais sont des saints. Pas de livres, des crédits au compte-gouttes qu'il faut aller mendier auprès d'instances internationales ou des projets à court terme, mal payés – quand ils sont payés en temps et en heure. D'ailleurs, à l'heure où j'écris (NDLR, mi-février 2011), ils sont en grève simplement pour que l'administration paie les arriérés à leur caisse de retraite. La cotisation retenue sur les salaires devrait être versée à la caisse de retraite, mais ce n'est pas fait depuis plusieurs années.

La coopération française se réduit comme peau de chagrin. L'Institut de recherche pour le développement (IRD) abandonne ses locaux de Mbour et réduit la voilure, le CNRS par contre implante une *Unité mixte internationale* (UMI) destinée à recenser les pratiques humaines, dans la zone où doit s'installer la GMV

(Grande muraille verte) à l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar, avec deux chercheurs permanents dont un universitaire en délégation dont la deuxième année n'est même pas assurée.

Du point de vue strictement universitaire, diverses universités françaises ont signé des conventions de partenariat qui apparaissent plus comme des vœux pieux que comme des coopérations effectives. Ici aussi, ce sont les comptables qui dirigent la science.

L'UCAD est sans doute la plus ancienne et la plus prestigieuse université d'Afrique noire après celle du Cap. Les collègues n'ont rien à envier du point de vue niveau scientifique aux « toubabs », par contre manque, outre les moyens matériels et la volonté politique, manque donc la masse critique qui permet l'émergence d'une science autonome.

Espérons que le programme en cours, initié par l'Afrique du Sud d'AIMS (*African Institute of Mathematical Sciences*) qui démarre au Sénégal lui permettra d'acquérir cette masse critique.

En Afrique tout est possible, mais rien n'est jamais certain.



et la gauche dans tout cela ?

..... interview de **C. B.**, ingénieur-chercheur dans l'industrie nucléaire française-
réalisée par **Dina Bacalexi**

Point de vue d'un citoyen et chercheur engagé. Cette discussion est une tentative de communication entre scientifiques très spécialisés et grand public dans le domaine, toujours d'actualité, du nucléaire civil. Elle ouvre aussi le débat sur la relation entre recherche publique et recherche industrielle privée.

Les ingénieurs-chercheurs ou ingénieurs d'études dans l'industrie ont un « devoir de réserve » sur l'expression publique. C'est pourquoi diverses déclarations de cadres supérieurs de l'industrie publique ou privée se font sous l'anonymat. En quoi consiste cette réserve, à quoi sert-elle ?

Le « devoir de réserve » est lié aux intérêts vitaux de l'entreprise. Pour les entreprises de haute technologie, la divulgation d'informations concernant les méthodes et les procédés industriels est préjudiciable pour leur survie dans une configuration internationale à très vive concurrence. L'impact est important pour l'économie nationale si cette entreprise est à capitaux publics, ce qui est le cas pour l'industrie nucléaire française de la conception à l'exploitation civile de l'atome. Les cadres moyens ou supérieurs n'ont pas l'habitude d'étaler en public tout ce qui se fait dans les bureaux d'études et de recherche, ni même les idées existantes qui peuvent passer dans la production 5 ou 10 ans plus tard. Ce savoir/savoir-faire est acquis en France grâce à des investissements continus depuis plus de 40 ans ; il est le noyau dur de cette industrie, l'une des plus importantes du monde avec peu de concurrents capables de rivaliser en connaissances et efficacité avec elle : la Russie, la Corée, le Japon, les USA, le Canada et dernièrement la Chine.

Mais dans le domaine de la vie dans l'entreprise ou de sa stratégie industrielle, les syndicats rapportent ce qui se passe, ils sont présents au Comité Central d'entreprise. Il y a abondance de listes syndicales et dans l'industrie nucléaire française – conception/construction/exploitation – la CGT est la force dominante, elle communique régulièrement. Elle peut par exemple s'exprimer sur la bataille qui a commencé en coulisses pour la succession de l'équipe dirigeante et dont les conséquences ne seront pas anodines, ou la stratégie des PDG d'EDF dans le nucléaire français depuis 15 ans.

Nous savons que, dans la recherche industrielle, il y a le « secret » : pourquoi ? Peut-il nuire à la recherche ? Est-il une arme pour les grandes sociétés capitalistes ? Peut-on revendiquer sa suppression ?

La protection du savoir-faire est une arme pour toute société et pas seulement capitaliste. Ce n'est pas seu-

lement la connaissance théorique des hauts diplômés, mais aussi la connaissance des ouvriers et techniciens très qualifiés. C'est grâce à cet ensemble qu'une industrie peut avoir une longueur d'avance, être présente dans le monde et compétitive. Le partage du savoir-faire industriel gratuit n'existe pas et il n'existera pas, si des systèmes économiques concurrents existent dans le monde. Et même quand les systèmes ne seront plus antagonistes, il y aura toujours un niveau de développement différencié et une division du travail qui fera que le savoir-faire restera dans les pays qui savent mieux faire. La société horizontale sans antagonisme aucun n'est pas pour demain, les pays industrialisés ont besoin de maîtriser leur savoir-faire, comme les pays dits du « tiers monde » doivent demain maîtriser de domaines économiques importants, pour mieux vivre. Sur la planète, il n'y a pas eu d'économie planifiée, mais il y a eu par le passé un embryon de planification centralisée (Europe de l'Est) ; les réacteurs nucléaires étaient tous fabriqués en URSS, parce que c'était l'endroit où l'on savait mieux faire. Et ce n'était pas le pays avec le plus haut PIB/habitant dans cet ensemble.

On dit souvent qu'on ne peut pas faire de la recherche industrielle sans politique industrielle. Or en France l'industrie a reculé bien plus que dans bon nombre d'autres pays européens : la recherche industrielle a-t-elle aussi reculé ? Ou bien la France a-t-elle gardé la science et chassé seulement les emplois non qualifiés et les usines vers des pays moins chers et plus « commodes » ?

On peut produire des idées, passer à la recherche d'application et les bureaux d'études mais pas forcément à la production. Ceci arrive quand les équipes sont d'un bon niveau, mais la taille du pays et son marché potentiel insuffisants pour la réalisation industrielle. Dans ce cas, on vend l'idée accompagnée éventuellement du procédé. Cela s'appelle la « licence ». La plus-value pour le vendeur de la licence est de l'ordre de 10% sur la valeur de la marchandise vendue. Ce qui peut s'avérer lucratif pour la durée d'une licence protégée par les règles nationales et internationales.

Il y a aussi le cas d'inventeurs isolés qui ont fini par vendre leur idée (la carte à puce p.ex.), faute de pouvoir investir dans leur pays (ou emprunter pour investir), la plus-value produite va donc ailleurs.

En général, la recherche industrielle se fait pour répondre à des lacunes constatées dans l'industrie, qui a une capacité réelle d'investir en prenant souvent le risque de ne pas avoir de résultats concluants. Donc le moteur essentiel de la recherche industrielle est la



et la gauche dans tout cela ?

production. Et pour répondre à ta question, oui la R&D reste au pays en général et la réalisation va là où c'est moins cher, puisque la « concurrence libre et non faussée » est devenue la règle dans ce monde piloté par le profit. Nous constatons en premier la perte d'emplois, tous ces gens se retrouveront à l'ANPE ou au RSA, c'est l'information quotidienne dans les médias. Mais depuis peu, la R&D commence aussi à être délocalisée, puisqu'en l'Europe de l'Est ou en Asie il y a beaucoup de diplômés de qualité au 1/10 du coût salarial de l'Europe de l'Ouest.

C'est tentant pour le capital afin de multiplier ses profits, immédiatement. Mais pour les scientifiques et les ouvriers c'est synonyme de catastrophe. On vérifie tous les jours que le capital n'a pas de patrie, les peuples si. Si 10 ans plus tard un géant local arrive à déloger le capitaliste européen pour produire moins cher encore, pour l'industrie européenne c'est terminé ; au pays d'origine, les spécialistes pour réaliser cette production n'y sont plus. Nous savons qu'on a perdu en 10 ans en France du précieux savoir-faire dans beaucoup de domaines, y compris l'industrie de pointe. J'ai appris, il y a 3 ans, qu'un géant de l'optique après avoir fait un tour en Asie, est revenu dans la Savoie avec ses brillants spécialistes, mais il ne pouvait plus recruter des ouvriers et techniciens, déjà au départ ou doublement méfiants.

Prenons l'exemple d'EDF, pilotée encore par l'État, qui déclare vouloir produire un réacteur de 1000MWe avec la Chine destiné à la Chine et à l'export. La France mettra éventuellement la licence, la production des gros composants se fera en Chine et, au bout de 10 ans, les usines de Chalon, Creusot et autres ALSTOM seront fermés. Ce même réacteur peut se retrouver en France à moitié prix, acheté même, par EDF qui aura ajouté quelques milliards sur son compte bancaire ; mais les comptes de l'État français à long terme et des ex-spécialistes du nucléaire seront par contre vidés pour toujours. La France deviendra dépendante en matière énergétique, comme dans le passé récent a été le cas pour l'aluminium ou l'acier. Et cela, en valeur intégrée, coûte beaucoup plus cher que les milliards initialement engrangés. D'ailleurs avec toutes les délocalisations le pays d'origine perd systématiquement, le capital gagne à court et moyen terme. D'où le culte de la mondialisation, le culte des profits immédiats pour les actionnaires et hélas quelques États, qui font la promotion de l'idée « géniale » (en fait de la propagande) que l'on peut mieux vivre en produisant ailleurs.

On voit que la meilleure efficacité de la recherche industrielle est obtenue avec une production industrielle verticale dans un pays comme la France qui dis-

pose du savoir-faire de A à Z dans beaucoup de domaines.

Le CNRS a été créé avec la vocation d'être le principal organisme public de recherche fondamentale, ce qui manquait aux universités et au secteur privé. Mais l'industrie ne se sert pas à terme de la recherche fondamentale ?

Si, l'industrie se sert à moyen et long terme de la recherche fondamentale. Alors que le financement de la recherche fondamentale est presque 100% public en France. C'est-à-dire les impôts de l'ouvrier servent à enrichir encore plus le Capital. En se basant sur le CNRS, le CEA, l'INSERM, etc., les industries françaises enclenchent à terme la recherche industrielle pour arriver à la production.

Mais nous savons que la recherche fondamentale est beaucoup plus longue et difficile et mobilise de chercheurs d'une qualification supérieure à celle des industries. Le niveau requis est le Doctorat pour les organismes publics, tel n'est pas le cas pour tous les acteurs de la recherche industrielle. Et une industrie n'a pas dans sa culture une R&D sur 10 ans. On peut se rappeler qu'entre la théorie restreinte de relativité ($E=mc^2$) et le premier réacteur nucléaire, il y a plus de 40 ans de travail théorique et de très grands savants (Lorentz, Einstein, les Curie, Fermi etc.). On peut facilement conclure que le savoir-faire de ce jour est dû à la recherche fondamentale, payée par la collectivité, et que l'utilisation « gratuite » par le capital constitue en soi un scandale, les tentatives récentes de la subordonner au privé sont d'une ingratitude et d'une stupidité consternantes.

D'ailleurs quand on dit que les entreprises créent de l'emploi et des bénéfices (pas pour tous rappelons-le) et qu'il ne faut pas les « énerver », on se demande : qu'est-ce qui appartient exactement au capital ? l'idée fondamentale ? les ouvriers, techniciens et ingénieurs ? Ce sont les résultats de l'école publique ; les commerciaux ? à 80% c'est l'école publique aussi. Que reste-t-il finalement ? Les lois des États qui lui permettent d'agir à sa guise, souvent contre l'intérêt général.

Quel est ton point de vue sur l'articulation entre recherche fondamentale et appliquée ? Et sur l'articulation entre recherche appliquée publique et privée ?

La recherche appliquée (et j'inclus la recherche industrielle) suppose une très bonne compréhension des résultats fondamentaux afin de pouvoir extrapoler et produire dans un domaine. La recherche appliquée et industrielle nécessite des bons ingénieurs, du bon sens, des gens qui ont dans leurs têtes le processus entier. De la construction de l'usine à l'utilisation/fonctionne-



et la gauche dans tout cela ?

ment du produit. Cette partie manque aux petits pays qui n'ont pas d'expérience industrielle de pointe. Seuls les pays « industrialisés » peuvent transformer les résultats fondamentaux en production industrielle. Par contre, nous avons de petits pays dont la recherche fondamentale a été et est exemplaire, mais les moyens matériels nécessaires sont bien moindres.

Alors comment les grands pays industriels remercient les petits pays qui ont des brillants chercheurs ? Ils ne les remercient pas, tout simplement ! Des temps en temps, ils drainent ce personnel très qualifié pour mieux assurer leur marché et profits du futur.

Pour le problème public-privé, le constat est que la recherche privée n'existe que pour améliorer (éventuellement) un produit, mais surtout le rendre plus cher à la vente, tuer la concurrence pendant le moment de son monopole. Le critère unique est la plus-value intégrée sur plusieurs années.

La recherche appliquée dans le domaine public est de plus long terme, et en général ne pose pas comme préalable le retour sur investissement immédiat, mais d'abord les exigences de la qualité et de sécurité que les organismes d'État réclament. Ainsi nous avons vu depuis 30 ans les centrales nucléaires s'améliorer en sûreté, ou la SNCF publique gagner en confort ou ponctualité, ce qui n'est pas le cas par exemple des trains britanniques privatisés.

La recherche appliquée publique subit plus la pression du citoyen pour de meilleurs services et de la sûreté, ce qui met sous pression aussi (qui devrait le faire) les élus soucieux des électeurs. Malheureusement, l'exigence des électeurs n'est pas toujours au RDV.

On peut envisager une recherche industrielle non contrôlée par les intérêts capitalistes ? Plus particulièrement dans le domaine de l'énergie, qui est le tien, la constitution d'un pôle public de l'énergie, renationalisé et ouvert sur la coopération internationale, pourrait-elle changer le contenu de la recherche industrielle ?

Dans le capitalisme ceci ne peut arriver, à mon avis. Même les entreprises publiques ont depuis 20 ans adopté plus la rentabilité comme critère de leur fonctionnement que le service public sur tout le territoire. L'énergie en France est contrôlée par l'État à plus de 80%, pour le moment. Les projets de privatisation ne manquent pas, l'énergie en France est parmi les moins chères d'Europe et les vautours qui surveillent, tenteront avec l'aide des gouvernements « amis », de prendre le contrôle et d'augmenter les prix, sans investissements sérieux, puisque l'infrastructure existe (60 réacteurs nucléaires) et peut fonctionner 20 ans encore sans souci majeur. D'où la nécessité de remet-

tre l'énergie dans un pôle public à 100% pour le bien de la sûreté et du prix du KWh. En France nous avons depuis quelques années l'exemple très parlant du GAZ, jadis publique.

La coopération internationale est envisageable dans le but d'intérêt mutuel. J'imagine mal la France offrir technologie et résultats fondamentaux sans contrepartie. Cela équivaldrait à un appauvrissement du peuple français. Mais on peut envisager l'énergie du futur à frais partagés. Ce qui se passe dans le projet ITER ou autres projets d'Euratom est dans la bonne direction. On remarque que ce sont les États qui participent et pas les entreprises. Pourquoi ? Parce que les résultats ne sont pas assurés et le retour sur investissement n'est pas immédiat. Mais des États risquent d'offrir le savoir-faire aux géants industriels intéressés...

Dans ton domaine, le nucléaire, il a été dit tout et son contraire (de l'opposition inconditionnelle à l'adhésion totale). Pourrais-tu nous expliquer quelles sont aujourd'hui les orientations de la recherche dans ce domaine et comment le grand public peut les appréhender pour avoir un avis éclairé sur ces questions qui passionnent vite le débat ?

Le débat est en effet passionné mais pas passionnant. Parce que l'opposition inconditionnelle est en panne d'arguments rationnels. On observe des empoignades ridicules dans les médias, souvent par manque de connaissances techniques sur le sujet.

L'option nucléaire est la solution de base pour la production d'électricité en France depuis 40 ans. Dans l'optique d'une indépendance énergétique à long terme, la France a développé aussi les surgénérateurs à Plutonium. À ce jour, seuls les 60 réacteurs standard (à eau pressurisée) sont en fonctionnement. Deux autres filières, à eau lourde et graphite-gaz, ont fonctionné par le passé. Donc sur les 4 filières testées, on a gardé celle du PWR, qui est en maturité certes, mais on sait que la plus intéressante pour le futur est celle du surgénérateur, du point de vue politique et économique : le surgénérateur économise de l'Uranium, il peut à terme brûler la totalité (donc l'U238 = 99.2% du naturel), alors que maintenant on brûle la fraction de 0.8% de l'U235 et un peu de l'U238. Mais l'arrêt de cette filière a été le cadeau du PS aux écologistes (1997) : au PS la majorité au parlement et aux Verts l'illusion d'un « monde sans surgénérateur », comme j'avais lu à l'époque. Le triomphe de la bêtise...

Voici pour la stratégie d'indépendance.

Il y a toujours dans les débats la question des déchets (actinides et produits de fission), pour le moment stockés (en France on sépare et on vitrifie les produits de fission). Dans l'avenir, on pense bien les détruire.



et la gauche dans tout cela ?

Justement les réacteurs surgénérateurs sont un bon moyen, un autre les réacteurs de génération IV dits « Deep Burner » et enfin les accélérateurs de particules combinés aux réacteurs sous-critiques. Quel est le volume des déchets vitrifiés ? Environ 3% de la masse de l'U235 fissionné, c'est-à-dire 1 tonne/an/réacteur, soit 60 tonnes par an en France, c'est-à-dire environ 10-15 m³. Mais le discours « déchets » est plus psychologique que logique. Les dangers potentiels de ces résidus de l'irradiation ne sont pas de la même gravité que les bombes de Hiroshima-Nagasaki (la référence de dangerosité dans l'inconscient collectif), surtout quand les déchets sont maîtrisés techniquement et gardés par l'État, en attendant la future destruction. On voit bien, qu'il y a beaucoup d'effort à faire pour que le plus grand nombre maîtrise ces notions, pour raisonner en connaissance de cause. Il n'y a pas de « secte maléfique » dans le nucléaire français. D'ailleurs, personne ne le pense quand on parle d'Einstein, de Marie Curie et des autres illustres protagonistes de l'atome. Mais au demeurant la question que l'on se pose est : quelle est l'autre source d'énergie (à ce jour) économique, massivement disponible et sans pollution atmosphérique. Il n'y a pas de réponse sérieuse, à part celle de la fusion, si elle marche un jour.

Quelle est la place de l'énergie nucléaire dans chaque pays ? Est-elle et incontournable dans tout les pays développés ou non ? Les autres moyens de production d'énergie sont-ils suffisants et économiques ? Le public ne voit pas vraiment ces nuances et l'information par les médias est biaisée.

L'énergie nucléaire civile est présente dans 20-30 pays sur les 200 existants, la plupart en Europe. Des pays pas très développés disposent de réacteurs de production électrique. Un plus grand nombre dispose de petits réacteurs expérimentaux pour des études simplement ou pour les applications médicales. On peut dire que le réacteur est présent dans 20-30 pays supplémentaires. Ce sont ces pays qui constituent le premier cercle des utilisateurs potentiels futurs du nucléaire civil. Soit 60 pays au total. La formation est longue (il faudra plusieurs milliers de spécialistes) et l'approbation politique locale n'est pas automatique. Mais pour ces pays le recours au nucléaire me paraît incontournable à terme.

Parmi les autres pays, certains ont des alternatives sérieuses à moyen et long terme, les « énergies renouvelables ». Ces énergies ne sont pas les plus économiques (sauf l'hydraulique). Mais ce sont des sources accessibles pour ces pays :

- Le photovoltaïque pour les pays chauds (Afrique p. ex.) peut constituer une production massive si des progrès de rendement et de stockage sont réalisés.

- L'hydraulique pour tous les continents à l'exception de l'Europe (saturation). L'Afrique a par exemple un potentiel hydraulique gigantesque, l'Asie aussi.
- L'éolien est en développement, il coûte très cher et sa production n'est pas continue (il faut du vent mais pas trop). Certains pays nord-européens ont une production importante, mais en cas d'arrêt (du vent) une turbine à gaz est prête à prendre le relais pour assurer le réseau, ce qui n'est pas terrible et est souvent « oublié » dans les débats. Les éoliennes au large de la mer peuvent améliorer le rendement mais pas l'économie et il y a d'autres contraintes (coût de l'exploitation).

La droite aujourd'hui, mais aussi la social-démocratie, ne conçoivent la recherche industrielle que sous le prisme de « l'innovation ». Associée à une rentabilité immédiate, « l'innovation » peut-elle mener à abandonner des recherches utiles pour les hommes conduisant à des retours d'investissement trop longs à venir ou même pas de retours du tout ?

L'innovation (dans le sens propre du terme) peut être aussi un confort pour les hommes. Par expérience, on sait que les « innovations » récentes de l'industrie privée (comme la déferlante d'appareils communicants chers et pas forcément nécessaires) peuvent convaincre et conduire à l'achat, aidées par la pub. Ce cas est un besoin « créé » à très haute plus-value et non une amélioration sensible de la vie des gens.

Les institutions publiques de recherche peuvent par contre, avec l'aide du public, des élus et des chercheurs, conduire à d'autres priorités, les vraies. C'est un combat quotidien.

Si on te demandait d'expliquer simplement, à partir de ton expérience, quelle serait une véritable politique de gauche pour la recherche industrielle ?

L'industrie et son développement au service des hommes et des femmes de ce pays, les domaines stratégiques sous le contrôle exclusif de l'État, la recherche industrielle pour améliorer les produits, les rendre accessibles à tous, la coopération entre les États pour assurer un service public de qualité dans ce 21^e siècle, correspondant au niveau des forces productives de ces pays.

Ce sera une réalité si l'on parvient à mettre au pouvoir une gauche qui veut changer ce pays, non le « gérer » comme elle a fait à 3 reprises depuis 30 ans, avec, même dans l'industrie de pointe, des privatisations qu'elle avait exclues juste avant les élections !

Restons vigilants !



le service public de recherche ne doit pas être la béquille des marchés !

..... par Olivier Gebuhrer

Tout a déjà été écrit ou presque sur cette monstruosité, notamment par les organisations syndicales. Côté politique par contre, on attend toujours à gauche, en dehors du PCF qui a publié le communiqué consultable à l'adresse <http://www.pcf.fr/7862>.

Cette situation est préoccupante et nous y reviendrons ci-dessous. Nous nous attacherons ici à quelques considérations destinées d'une part à une mise en perspective, d'autre part à un rappel de quelques propositions du PCF. Critiquer est indispensable, proposer ne l'est pas moins.

Commençons par une observation : la quête de l'excellence est une obligation ; elle s'applique aux personnels et aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche comme à tout service public ; mais **la quête de l'excellence n'est jamais achevée et ne ressort d'aucun label**. Dans le cas d'espèce en outre, il s'agit de la suprême supercherie. Peu de secteurs de la vie économique et sociale sont soumis à autant d'évaluations de toute nature que la recherche et l'enseignement supérieur. Or, **le pouvoir a largement démoli le principe de l'évaluation par les pairs**. Revenir à ce principe, bien évidemment en l'adaptant aux défis nouveaux, est une nécessité pour tout gouvernement de gauche. C'est la garantie du respect de l'indépendance intellectuelle des enseignants chercheurs et des chercheurs, du secteur public en tout cas (le secteur privé nécessite une étude séparée, nous y reviendrons ultérieurement). C'est une pierre angulaire de toute politique de gauche. Elle n'est pas la seule, mais elle conditionne l'exercice du métier dans son ensemble. L'Appel des Appels soulignait déjà à quel point le pouvoir actuel s'en prend aux conditions mêmes dans lesquelles s'exercent les métiers intellectuels. Pour résumer, labelliser l'excellence est en soi problématique, mais prétendre le faire après avoir cassé les ressorts des métiers tient évidemment du scandale.

Nous insistons : **un gouvernement de gauche supprimera les labellisations dès son accès au pouvoir**. Se précipiter dans le sauve-qui-peut est tout sauf une bonne idée. Les jours du gang du Fouquet's sont maintenant comptés. L'unique réserve à cet égard est contenue dans la force que prendront les exigences de ce que devrait être à gauche un programme de gouvernement. Les communistes, au sein au Front de Gauche, y travaillent sans relâche.

Les conditions mêmes de l'imposture IDEX sont révélatrices : ces « labellisations » se font sous couvert de la pluie d'or censée résulter du Grand Emprunt. Les chiffres sont éloquentes : chutes drastiques (10 à 20%) des moyens récurrents qui financent l'activité normale des laboratoires et établissements publics, voilà les « bénéfiques » du Grand Emprunt ! Avec le subterfuge de l'Excellence, le pouvoir veut cacher la vérité : **le Grand Emprunt est un leurre !** Et l'augmentation drastique des frais d'inscription s'imposerait comme une solution naturelle...

Que deviendra cet Emprunt avec un gouvernement de gauche ? La question n'a aucun sens si on ne voit pas que cet Emprunt sert l'alimentation des marchés financiers. C'est à cette logique qu'il faut s'en prendre et cela se fait au travers de changements profonds du crédit bancaire et de la BCE. **Les communistes proposent un pôle financier et bancaire public et une réorientation du crédit**, de façon à alimenter les productions et services socialement utiles. **Changer la BCE** suppose d'en finir avec son « indépendance », synonyme de soumission aux exigences des marchés financiers. La BCE doit devenir un outil de coopération *politique* au sein de l'UE, d'une part pour orienter le crédit différemment, d'autre part pour lutter contre la spéculation monétaire en refusant l'inféodation au dollar.

Dans de telles conditions, les titres de l'Emprunt, rachetés par la BCE, seraient ensuite transformés en lignes de crédit à taux bas, voire à taux zéro ou négatif, pour l'investissement d'avenir dont le pouvoir actuel nous rebat les oreilles tout en asséchant les ressources des services publics. Ainsi serait résolue largement la question des financements récurrents et stables qu'il est urgent de rétablir. C'est cela, une politique *radicalement différente*, car reposant sur une logique *diamétralement opposée* à celle qui domine actuellement en France et en Europe.

Mais avec les opérations en cours menées au pas de charge, il y a si possible encore pire ! En effet, les restructurations massives tentées dans de nombreux établissements, via les projets IDEX, sous couvert de périmètres qui n'ont d'excellence que le nom, constituent de véritables **attentats à toute démocratie, ignorent les personnels, bafouent les élus, voire dénaturent les universités** en tant que telles. Les conditions sont ainsi créées pour une profonde déstabilisation et un dépérissement de la recherche publique.



Tissu national de formations supérieures saccagé, cohérence nationale menacée d'explosion, rupture du lien entre enseignement et recherche, mise en cause de nombreux masters et enseignement supérieur décapité via la création des « Collèges universitaires » : voilà le désastre en préparation. Décapité, qu'est-ce à dire ? Qu'est-ce donc qu'un enseignement supérieur dont le lien avec l'activité de recherche est absent ? Est-ce là un reste d'attachement aristocratique à des formes d'enseignement hors du temps ? Est-ce là un procès d'intention ? Pour comprendre, il fallait écouter cette émission sinistre d'un Sarkozy regardant « la France les yeux dans les yeux ». Car toute la philosophie qui précède s'y est exprimée sans fard : « ne poussons pas, dit celui à qui le roman *La princesse de Clèves* donne l'urticaire, nos jeunes vers des études théoriques ; ils n'ont aucune chance d'y apprendre un métier donc de trouver un emploi ».

Ainsi donc, le « mal français » de la césure entre « théorie » et « pratique », qui n'est que l'application du principe du fossé infranchissable entre exécuteurs et décideurs, serait inscrit dans le marbre ! Ceci à un moment où la contribution et la réflexion de chacune et chacun sont sollicitées comme jamais auparavant. Qu'est ce donc que la complexité du monde si ce n'est cette exigence ?

Chacun l'aura compris, la « philosophie » présidentielle en la matière ne s'élève pas au-dessus du niveau de la mer : ce qui est visé ici n'est rien d'autre que la **spéculation sur les besoins explosifs de la jeunesse** pour l'orienter non point vers l'emploi, mais vers **l'emploi précaire et jetable**. La politique d'un gouvernement de gauche devrait rompre aussi avec cette tare.

Le PCF s'est de longue date prononcé pour de vraies coopérations entre recherche publique et industrie privée, sans domination, favorisant les synergies entre les problématiques des laboratoires des EPST et de ceux du privé et l'emploi de docteurs. C'est une tout autre logique. Elle mérite d'autres développements, c'est pourquoi nous y reviendrons. Ce qui précède ne fait pas le tour du désastre. Cependant, il ne s'agit nullement d'une situation inéluctable, ni surtout irréversible, comme certaines voix à gauche (notamment au PS) commencent à le susurrer. Sans polémique, il nous semble que discuter en détail, au grand jour, de ces questions fondamentales est indispensable et démocratique. Les communistes ne prétendent pas détenir *la vérité*. Ayons à gauche le courage élémentaire d'aborder les questions qui fâchent sans faux-fuyants !



Le refrain est connu : le réalisme, le réalisme ! Mais si le réalisme doit conduire à engager une politique qui doit l'essentiel de ses principes à celle qui aura été battue, la gauche fera l'expérience d'un échec plus redoutable que celui de 2002 ou de 2007. Comment donc en conjurer le péril ? Si la propension au débat politique de fond était partagée à gauche, la question serait simple en apparence. Mais à l'évidence ce n'est pas le cas. C'est pourquoi il est grand temps de mettre en œuvre la seule méthode qui vaille : échanger en grand et publiquement sur ces enjeux. **Le Front de Gauche constitue précisément l'un des outils à disposition de celles et ceux qui veulent qu'en 2012 « dégage ! » soit prononcé « à la française », mais qui ne se satisfont pas d'une victoire électorale**, même si cette victoire est écrasante, ce qui n'ira pas de soi. Les communistes mettent toutes leurs forces dans la contribution à un programme populaire et partagé. En débattre avec eux et plus généralement avec toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans la démarche du Front de Gauche ne suppose aucune sujétion, aucune acceptation tacite de la suprématie de telle ou telle idée. Cela suppose en revanche la conscience que sans cette discussion approfondie, l'occasion peut être à nouveau manquée.

Le PCF incite ses élus, les élus du Front de Gauche, dans toutes les Régions, à agir en étroite coordination avec les personnels qui combattent les orientations actuelles. Le Front de gauche doit constituer un rempart efficace pour contrer toute avancée de cette politique. **C'est dans la construction d'un programme populaire et partagé que se trouve l'alternative à Sarkozy et son gang. Nous invitons toute la communauté scientifique à s'y impliquer sans attendre.**



un pas de plus vers le démantèlement du CNRS ?

..... par Dina Bacalexi

Le 4.11.2010, les directions du CNRS et de l'INSERM ont signé un accord-cadre avec la conférence des présidents des universités (CPU), qui fait suite à des accords semblables que la CPU a conclus avec d'autres EPST.

Ce même jour, les personnels du CNRS ont reçu une lettre de leur PDG (sic), Alain Fuchs, visant à les « informer » de la progression d'un « partenariat renoué » (re-sic) entre les universités et le CNRS, et, en fin de compte, à leur vanter les mérites de cet accord, dénoncé par toutes les organisations syndicales qui ont voté contre au conseil d'administration du CNRS. Par la suite, la com' de l'administration du CNRS à tous les niveaux n'arrête pas de répéter le rôle incontournable des unités mixtes de recherche (UMR) pour la structuration de la recherche française, comme si cela n'allait pas de soi. Les UMR courent-elles un quelconque danger ?

En fin de compte, si cet accord-cadre visait à améliorer et à approfondir le lien – indispensable – entre les EPST et les universités, pourquoi tant de paroles rassurantes, pourquoi tant de circonvolutions, pourquoi cette langue de bois « managériale » qui nous est servie à profusion ? Enfin pourquoi l'administration du CNRS, dans le séminaire de direction du 25.01.2011, pose la question : « quelle valeur a pour le pays, à quoi sert-il », à propos du « CNRS post-IDEX » (re-re-sic) ?

Aujourd'hui, après les Labex et les opérations IDEX, il est vraiment temps de se poser cette question, mais bien sûr pas dans le sens que la pose l'administration, pas dans le sens que la pose le gouvernement. **L'accord de novembre rend en fait pieds et poings liés le CNRS aux IDEX, ces quelques « grands campus d'excellence » qui concentreront tous les moyens et laisseront autour d'eux de la terre brûlée. C'est un recul de taille par rapport à la politique de décentralisation menée depuis 30 ans. C'est l'imposition d'une gouvernance autoritaire et centralisée, et, en fait, la fin du maillage territorial du tissu universitaire et de recherche,** qui dynamisait des territoires et offrait des possibilités à des coopérations fructueuses au niveau régional et local. Concentrer pour mieux contrôler : c'est là l'objectif poursuivi. C'est un objectif *politique* qui n'a rien à voir avec la science.

Or cet accord-cadre n'a pas soulevé le tollé qu'il méritait. N'est-ce pas parce que, depuis des années, les gouvernements successifs, malheureusement même ceux estampillés « de gauche », ont préparé le

démantèlement des organismes en tant que porteurs d'une politique de recherche autonome (intellectuellement parlant), en attisant habilement la division, voire l'esprit de rivalité, entre recherche universitaire et recherche des organismes ? Diviser pour régner, la méthode a fait ses preuves depuis longtemps. Aujourd'hui, *via* un système d'appel d'offres alléchant (pour ceux qui veulent y croire ou pour ceux qui ont d'autres visées que scientifiques), on met en compétition tout le monde avec tout le monde, en espérant que l'autoritarisme caché derrière les paroles grandiloquentes qui vantent les bienfaits de cette politique passera inaperçu. Mais le monde de la recherche n'a pas dit son dernier mot !

L'accord-cadre, et ses suites que nous vivons aujourd'hui avec la préparation des IDEX, visent en fait **le pilotage des UMR par les universités « autonomes » (merci la LRU !), celles-là même qui chercheront à entrer dans le bal de la concurrence, à s'imposer grâce aux fusions-acquisitions, et à fonctionner sous la houlette de conseils d'administration nommés** (experts de tout poil, pas d'élus du personnel, donc pas de représentation du monde de la recherche, donc pas d'élaboration de politique scientifique). Le CNRS, dans tout cela, gèrera « les moyens » (les « ressources humaines »...), et encore, à voir les audits qui se multiplient chez les personnels administratifs et techniques de l'organisme, on n'a aucune assurance, et on craint même le contraire : la RGPP déléstera sûrement l'organisme des postes qui font doublon avec les universités, qui, à leur tour, n'auront pas de scrupule à faire appel à la sous-traitance... La précarité dont nous souffrons déjà, tant au CNRS qu'aux universités, explosera (merci la recherche « sur projet » !).

C'est, en fait, la porte ouverte vers la fin du métier de chercheur à plein temps, qui était l'emblème du CNRS, l'un de ses principes fondateurs, et dont personne n'ignore les retombées pour la notoriété de la recherche française. La recherche passera forcément au second plan, car il n'est pas bien vu, à l'heure de « l'excellence » (?), de se poser des questions sur son sens, sur la diversité des sujets et des disciplines, sur la volonté des équipes à travailler sans être soumises à l'épée de Damoclès de la fin des projets (et, par conséquent, de la fin de leurs ressources financières), sur le maintien de tous ces métiers qui font sa richesse. Les UMR existeront-elles désormais ? Les recherches qui n'auront pas de débouchés concrets dans les programmes universitaires seront-elles maintenues ? Que dévieront les rares unités propres



un pas de plus vers le démantèlement du CNRS ?

de recherche (UPR) qui existent encore au CNRS et qui ont un rôle particulier et important dans le paysage de la recherche publique ? Seront-elles forcées à se diluer dans d'autres unités, à s'autodétruire, à devenir UMR à tout prix, lorsque les UMR elles-mêmes seront de plus en plus précaires ?

Cette liaison (mal)heureuse entre universités et EPST comporte également un danger réel pour les unités de recherche qui n'auront pas eu la bonne idée d'avoir comme hébergeur principal une université labellisée « excellente ». Nous avons tous bien compris les propos de **Mme Pecresse, chantre du sarkozysme, VRP d'un patronat qui se réjouit de la perspective de mettre à son service un si fort potentiel intellectuel à moindres frais** (puisque ce sera bien sûr le public qui paiera) : elle travaille « à mettre en place un premier cycle universitaire fondamental... [qui] aurait vocation à dynamiser l'enseignement supérieur dans les villes moyennes. [...] ces pôles de proximité seront des pôles de professionnalisation et devront travailler en réseau avec les grands centres universitaires régionaux ».

En lisant entre les lignes, on comprend aisément qu'il ne s'agira plus de recherche dans ces pôles universitaires de proximité (PUP) : si une UMR s'y égare, sera-t-elle obligée de s'autodétruire ? Comment ne pas voir là un appauvrissement programmé de la richesse et de la diversité des thématiques et des méthodes de recherche qui ont fait la renommée mondiale d'un organisme comme le CNRS ? Quant aux universitaires de ces PUP (et de ces UMR), au moment où, à l'issue du mouvement de 2009, ils ont réussi au moins à sauver quelques prérogatives, comment ne pas voir que cet accord et ses conséquences font entrer par la fenêtre ce qu'ils ont chassé par la porte ?

Il est à craindre que les enseignants-chercheurs dont l'activité de recherche sera considérée comme insuffisante (attention, l'évaluation commence en 2012) seront transformés en machines à débiter des cours, sans parler de l'augmentation des tâches administratives. Peut-être seront-ils « incités » à la « mobilité », autre moyen insidieux d'appliquer la RGPP via l'écrémage et, à terme, la suppression des postes ?

Recherche qui s'est, depuis l'après-guerre, appuyée sur ces deux piliers, qui a marché sur ses deux jambes, universités et organismes ; recherche dont la liberté intellectuelle et l'indépendance de tout pilotage politique ou économique ont fait sa richesse et sa renommée : aujourd'hui, recherche affaiblie, envahie par la bureaucratie des « projets » que tout le monde se sent obligé de déposer pour avoir des miettes de financement (puisque les budgets baissent et qu'on est de plus en plus incités à chercher des financements « modernes » et « dynamiques » ailleurs que dans les deniers publics...). **C'est cette richesse, cette liberté que la droite et le capital veulent assujettir, c'est tout un monde, tout un ensemble de métiers, tout un potentiel de connaissances nouvelles qu'ils veulent s'approprier sous couvert d'excellence qui érige la compétitivité, la concurrence néolibérales en fétiches des temps nouveaux.**

C'est là aussi où la gauche est attendue, où elle est mise devant ses responsabilités. Si le PCF, si le Front de Gauche mettent en débat une vision claire de ce que peut être une politique de gauche, en est-il ainsi de toute la gauche ? Il est permis aujourd'hui d'en douter. C'est pourquoi l'interpellation doit être la plus ferme possible.

Pas de compromis sur la connaissance !



« stratégie nationale » ou reprise en main ?

par Dina Bacalexi

L'occasion de se pencher sur le nouveau « périmètre » des disciplines, comme dit la technolanguage, au CNRS, c'est-à-dire sur le redécoupage/la restructuration en projet des instances nationales d'évaluation (Comité national de la recherche scientifique, Commissions scientifiques spécialisées de l'INSERM, sections du comité national du CNRS), a été une banale réunion de laboratoire début février, où le sujet a été abordé pour la première fois entre chercheurs. Par la suite, on a découvert peu à peu le « pot au roses », grâce à la lecture d'un document daté de décembre 2010 théoriquement disponible sur le site du ministère de la Recherche, mais qu'il vaut mieux télécharger ailleurs* si on veut vraiment le consulter (il est toujours « en chargement » sur le site officiel...).



Ce document concerne la « nouvelle nomenclature des SHS » résultant de la *Stratégie nationale de recherche et d'innovation* (SNRI). La notion d'innovation contenue dans l'intitulé de cette « stratégie » est déjà sujet de controverse, et le lien permanent entre « innovation » et recherche promu par notre chère ministre (mais pas seulement) soulève bien des questions et de soupçons. Mais il faut aller plus loin que les seules Sciences humaines et sociales pour comprendre les effets destructeurs de cette stratégie-là.

Tout d'abord, on est en droit de s'interroger d'où émane cette stratégie, que signifie la caractérisation « nationale », par qui elle a été définie, selon quelle méthode et avec quelle concertation des intéressés. On se doute bien, vu son élaboration quasi en secret dans les couloirs du ministère, que, sous prétexte d'adaptation des sections (et donc des disciplines) du CNRS aux évolutions de la science, sous couvert d'un vocabulaire de com' que nous avons maintenant appris à connaître, il s'agit d'un pas encore vers le pilotage centralisé par le ministère, d'un pas de plus d'asservissement de la science à la prétendue « innovation ».

Mais il y a plus. Cette stratégie n'a rien de « national » et le redécoupage qu'elle veut imposer à la recherche ne concerne pas que le CNRS. Elle est chapeautée par l'ERC (European Research Council), aux panels duquel on cherche à conformer les disciplines. Mais qu'est-ce que l'ERC ? Une agence de financement de projets de recherche, qui se rêve en ministère. La France de Sarkozy-Pécresse vient au-devant de ses rêves. La « convergence » avec l'ERC sert maintenant à redécouper, reconfigurer des disciplines, donc elle entre dans le cœur du savoir et des métiers de la recherche, avec le même objectif que celui qui préside à l'attribution de la plupart des ses financements : orienter le savoir vers les « créneaux porteurs ». Toujours cette logique de « créneaux », le désir de canaliser le savoir, d'empêcher ce qui en fait l'essence et le sens, c'est-à-dire son développement en front continu.

Pour les personnels, cette « normalisation » aurait pour but, sous couvert de faciliter la « mobilité » (entre universités et EPST, entre pays européens), une réduction des possibilités de promotion, grâce à une nouvelle conception des concours. À lire les recommandations récentes de la Cour des Comptes (http://www.ccomptes.fr/fr/CC/documents/RPA/H_c_nrs.pdf), les concours par exemple de directeur de recherche seraient « insuffisamment ouverts » aux universitaires. Peut-être, mais ils servent à la promotion des chargés de recherche déjà en place. La Cour ne recommande pas l'ouverture de nouveaux concours. On imagine facilement que, si les disciplines et les concours sont « normalisés » aussi au niveau européen, c'est pour faire des économies (ou « réduire les déficits » [sic]). En dernier ressort, si certaines disciplines ne sont pas présentes dans le périmètre de l'ERC, donc pas retenues par la SNRI, on peut en faire l'économie... assortie de celle des métiers de la recherche qui y sont liés. On retombe sur la RGPP. Les comptables dirigent la science.

Les deux domaines concernés aujourd'hui par le « redécoupage », à l'heure des Idex (où on attend aussi impatientement les résultats des Labex...), sont les sciences de la vie et les SHS. Pour les sciences de la vie, on se rappelle comment le gouvernement a voulu les contrôler avec la création de l'alliance de la vie et de la santé, la fameuse AVIESAN dénoncée par tous les personnels concernés. Une alliance grâce à laquelle la recherche en sciences de la vie se mettra au service des Sanofi, Servier et de l'industrie pharmaceutique en général. On se souvient du scandale de la suppression de la recherche chez Sanofi, de la

* http://www.sauvonsluniversite.com/IMG/pdf/Nomenclature_SHS_2011.pdf
ou
http://www.msh-clermont.fr/IMG/pdf/Nomenclature_SHS_167028.pdf



« stratégie nationale » ou reprise en main ?

vague des licenciements qui s'en est suivie et du cynisme des dirigeants qui se sont réjouis de la recherche publique de qualité dont ils pourraient profiter. Les créneaux porteurs définis par Sanofi... On croit rêver... mais ce sera peut-être une réalité si on laisse faire.

On entend parler de rapprochement des concours CNRS-INSERM soi-disant dans un but pratique (sic), encore un pas vers des découpages, suppressions, réductions visant dans un premier temps la biologie au sein du CNRS. Or cette discipline y a sa place, et les deux témoignages que nous publions ci-dessous (dans la rubrique SHS !) d'une actuelle et d'une ancienne biologiste témoignent de sa spécificité et des interactions interdisciplinaires qu'elle fait naître. Quant aux SHS, elles aussi dans le collimateur de la SNRI, on peut citer comme exemple la philosophie (où l'on exploite habilement l'existence d'écoles/courants de pensée, somme toute normale, pour diviser et mieux régner), l'anthropologie et l'ethnologie... Ce ne sont pas des cas isolés : toutes les protestations qui commencent à s'élever de la part des scientifiques concernés témoignent du refus d'une définition technocratique de la science et du règlement à marche forcée et dans la précipitation de questions exigeant un débat approfondi. Un débat qui, à notre avis, ne concerne pas les seuls spécialistes de la discipline, mais qui s'inscrit dans le cadre plus général du rôle du CNRS en tant qu'organisme interdisciplinaire, qui déterminera demain peut-être la formation des jeunes – et, par conséquent, leur embauche. Un débat qui concerne aussi l'insertion des disciplines scientifiques dans la société.

Conséquences de la SNRI dans les deux cas précités, sciences de la vie et SHS : la science est mise au pas ; d'autres intérêts commandent et définissent des priorités auxquelles les scientifiques sont appelés à se conformer. Ces intérêts sont tour à tour financiers et idéologiques.

Intérêts financiers surtout pour les sciences de la vie : l'AVIESAN devient une annexe de Sanofi, de Servier et de divers « bailleurs pharmaceutiques » de l'UMP. **Le patronat, les prédateurs du capital qui veulent « baisser le coût du travail » trouveront là la meilleure solution, celle qui consiste à ne pas avoir de travailleurs DU TOUT, puisque ceux-ci travailleront dans les EPST et seront payés par l'argent public !** L'industrie pharmaceutique s'enrichira avec l'argent de nos impôts. Bénéfice secondaire, la recherche pourra financer... la prochaine campagne de Sarkozy via Servier ou d'autres (!!).

Intérêts idéologiques surtout pour les SHS, qui ne sont pas « rentables » (sauf quand les DRH préfèrent les diplômés SHS qui ont l'esprit plus ouvert, cultivé et bien tourné que les autres...) : si l'on oriente idéologiquement les recherches en philosophie, en littérature, voire même en archéologie (pensons à l'exploitation à laquelle donnent lieu les conflits du Proche-Orient qui a lieu déjà dans les sites des territoires controversés) uniquement vers ce qui « rapporte » (lire : ce qui est à la mode), on induit l'idée qu'il ne sert à rien de penser, d'exercer un esprit critique ou de faire de nouvelles découvertes dans ce domaine où les productions ne sont pas immédiatement traduisibles en profits capitalistes. Les SHS pourraient donc devenir aisément des sciences-support de l'idéologie dominante, comme le montre l'article de l'universitaire grec Giorgos Rousis que nous publions dans ce numéro.

Devant cette nouvelle menace, le front du refus doit être le plus large et le plus unitaire possible. C'est un combat commun à toutes les disciplines, mais c'est aussi un combat qui touche le contenu de la recherche dans son ensemble, un combat pour la liberté intellectuelle, contre l'idéologie imposée par les financeurs, les technocrates, les grands groupes capitalistes. L'objectif de ce combat n'est ni le statu quo, ni le retour en arrière. La science avance, les disciplines évoluent comme tout ce qui est vivant : notre lutte a donc pour objectif de faire vivre la science, de développer nos disciplines et nos métiers dans leur « milieu naturel », celui de la confrontation des idées, des pratiques, des courants de pensée. C'est donc aussi un combat pour la démocratie et la liberté.

Loi sur les activités immobilières des établissements de l'enseignement supérieur

débatte au Sénat
intervention d'Ivan Renar,
sénateur du Nord, du groupe CRC-PG,
le 16.11.2010 :

« Des pôles d'excellence reconnus
internationalement aux côtés de collèges
universitaires indigents »

à lire sur le site du groupe CRC-PG :

<http://www.groupe-crc.org/Des-poles-d-excellence-reconnus-internationalement-aux-cotes-de-colleges-universitaires-indigents.html>



Encore deux témoignages, cette fois-ci deux parcours « atypiques ».
Suite (sans fin) de cette saga, qui montre comment on fait vivre au quotidien
ces métiers solidement ancrés dans le paysage scientifique d'aujourd'hui,
au sein du CNRS et des universités.

de l'imbrication et des interactions entre sciences biologiques et SHS

par Laetitia Loviconi

J'enseigne actuellement en tant que professeur agrégée de Sciences de la Vie et de la Terre à des élèves de Terminale et Première scientifiques. Cependant, je ne saurais concevoir cette discipline déconnectée des Sciences humaines et sociales, quoiqu'elle ait été et soit souvent, à tort, considérée comme telle, isolée dans le groupe des « Sciences exactes » avec la physique, la chimie, les mathématiques entre autres.

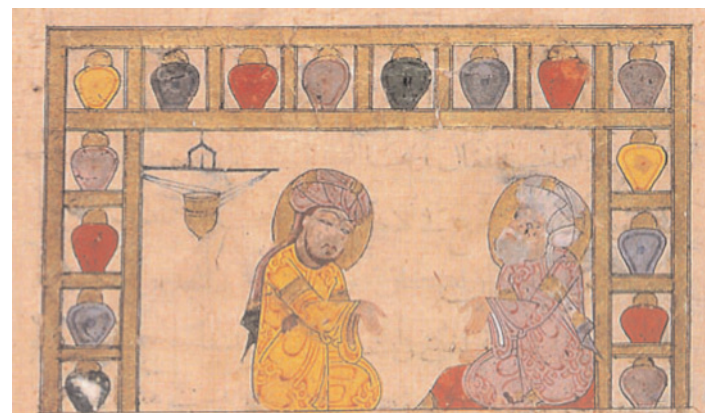
Cette imbrication des Sciences humaines et sociales et des Sciences de la Vie se trouve illustrée par l'histoire des sciences et ceci m'a conduite à débiter, voilà deux ans environ, une thèse en histoire de la médecine médiévale à l'École pratique des Hautes Études. Dans le cadre de cette thèse, basée sur l'étude d'ouvrages médicaux écrits en langue latine, je suis amenée à effectuer des recherches historiques et lexicographiques, aussi bien qu'à me documenter en bibliothèque de médecine.

Les Sciences humaines et sociales ne sont donc pas qu'un supplément facultatif ou un vernis esthétique pour les Sciences dites exactes. Elles sont indispensables et enrichissantes, et nul cursus scolaire ou universitaire ne devrait en être dépourvu. Ce constat doit nous inciter à revendiquer la création de postes et de formations transdisciplinaires. En effet, une telle création et la valorisation d'approches transversales mêlant « sciences exactes » et Sciences humaines et sociales ne semble guère à l'ordre du jour des politiques de l'Enseignement et de la Recherche. Or, à l'heure où les étudiants, de plus en plus souvent plongés dans la précarité, recherchent la certitude d'un emploi en fin de cursus, il est indéniable que le nombre réduit de débouchés professionnels spécifiquement associés aux cursus « atypiques » transversaux est un frein pour les étudiants motivés et désireux de tels cursus.

Considérant qu'il appartient aussi aux enseignants de susciter cette motivation et de valoriser les interactions entre les diverses sciences, je m'efforce d'apporter à mes élèves une approche historique, humaine ou sociale quand l'enseignement de la biologie s'y prête. C'est ainsi qu'à l'occasion de l'année

mondiale de la biodiversité (2010), j'ai mis en place avec une amie et collègue documentaliste un cycle de conférences et expositions au sein de notre lycée. Parmi ces événements, une exposition sur les versants anthropologique et artistique du rapport de l'Homme au vivant et à la « nature » dans les différentes Cultures. Voilà le titre et la problématique : « *La biodiversité des autres : les hommes ont-ils tous les mêmes rapports à la nature, au vivant ? Sommes-nous si différents des autres vivants ? À travers les arts, découvrez différentes façons de concevoir la "nature" et différentes façons d'être avec ou sans lien avec elle* ». Cette exposition est une introduction à une conférence : « *La biodiversité des autres : comment le rapport de l'homme à la nature dans les sociétés traditionnelles et occidentales influence-t-il la façon de gérer la biodiversité ?* ».

Tout ceci montre amplement que les Sciences de la Vie doivent se concevoir en interaction avec les Sciences humaines et sociales, et non en opposition. C'est bien ainsi et non par une parcellisation et un isolement des savoirs les uns par rapport aux autres que la science avancera, que la recherche sera vraiment interdisciplinaire et que nous pourrons à la fois enrichir nos savoirs et gagner en humanité, en tolérance, en ouverture d'esprit.



Deux médecins dans une pharmacie.
 Miniature du *Banquet des médecins*
 d'Ibn Butlân. Syrie, 1273.
 (Milan, Biblioteca Ambrosiana).

double cursus : biologiste et chercheur en Histoire des Sciences

par Mehrnaz Katouzian-Safadi

Je suis entrée au CNRS en passant le concours de biologiste-biochimiste en 1985. Je travaillais à l'époque sur les interactions protéines-acides nucléiques ce qui, dans le contexte des années 70, voulait encore dire : comment les informations contenues dans les cellules sont appliquées par l'intermédiaire des protéines et comment ces entités si différentes se reconnaissent entre elles. Le travail à la paillasse m'avait prouvé, et avait inscrit dans mon esprit et dans mon corps, que les passages de la théorie et de l'expérience imaginée à la pratique sur l'échantillon et dans le tube à essai demandait beaucoup de précautions, d'intelligence et de « savoir-faire ». Le « Savoir-faire », ce mot insaisissable, rassemble notre habileté, notre riche expérience scientifique et aussi ces « petits gestes » qui font que la « manip » marche ou non. Dans mes recherches, j'aimais ces apprentissages des concepts de Biologie moléculaire qui se modifiaient à grands pas sous mes yeux et ces applications qui nous ramenaient au fin fond du « savoir-faire ».

J'ai fait ma thèse à Paris 7, l'Université qui avait la tradition d'être pluridisciplinaire. Je menais mes recherches à l'Institut Jacques-Monod, Tour 43, Jussieu. Très tôt, grâce à mes collègues scientifiques travaillant sur les membranes, l'histoire des sciences avait fait son entrée dans le cursus de la Biologie par la grande porte, en ayant une « Unité de valeur » autonome – Biologie et Société – au même titre que l'immunologie ou la biochimie structurale. Un des collègues qui avait participé à ce changement important dans le cursus universitaire était Régis Chambert. J'ai pu ainsi faire ma thèse sur un virus de plante, au 3^e étage de la Tour 43, et suivre pendant des années ses cours au 5^e étage. Ses séminaires devenaient pour moi indispensables pour satisfaire ma curiosité intellectuelle et comprendre le développement de mon propre champ scientifique. Ils permettaient de faire le lien entre les carreaux blancs de ma paillasse, mon virus, les financements, l'intérêt social et philosophique pour la Biologie.

Après plusieurs années de recherches sur les effets des diverses radiations (UV et autres), ma curiosité m'a poussée vers des périodes plus reculées et moins connues, celle que nous appelons dans nos livres d'histoire « Moyen Âge ». Mes connaissances en biochimie, en langues arabe et persane permettaient de m'intéresser aux textes médicaux et pharmaceutiques des Xe-XIII^e siècles. J'ai donc pu « passer » du département des Sciences de la Vie (SDV)

aux Sciences humaines et sociales (SHS). Ma connaissance théorique et surtout ma pratique de paillasse me permettaient de lire ces textes de manière vivante et d'y découvrir les travaux des scientifiques à l'œuvre il y a plusieurs siècles. Les connaissances apportées par mes collègues philologues, philosophes, historiens ont été pour moi des protections contre les anachronismes. Ainsi j'ai pu voir dans ces textes certaines données qui n'avaient pas été relevées et analysées auparavant. Je dois ces observations et la joie qui en découle à mes collègues, mais aussi à ces institutions que sont le CNRS et l'Université qui ont permis ces apprentissages et surtout ces passages et ces transferts de connaissances au quotidien.

Pour faire ce changement de domaine, mon travail a dû être évalué dans les deux domaines. Cela est normal et justifié ; je l'ai fait. Mes différents groupes de recherches, en biologie ou en histoire des sciences l'ont toujours fait. Nous étions toujours jugés sur nos travaux individuels et collectifs ; nous avons toujours eu des comptes à rendre tant à nos pairs, la communauté scientifique, qu'à la société.

Cependant, les temps et les visions, les modes changent. Il faut apprendre un autre langage : transformer les recherches et les futurs résultats en nécessité répondant à des exigences fixées par les ANR ou d'autres projets. Mais l'apprentissage de ce nouveau langage n'apporte pas quelque chose de plus aux SHS, qui, elles, permettent d'apporter des éléments de réponse à une partie des questions posées par la société. La survie des SHS, nécessaire pour l'ensemble des champs scientifiques, ne pourra pas dépendre des recherches sur projet cantonnées dans les limites fixées par l'ANR.

Et après ? Il reste la question « alors à quoi ça sert ? » Les écrits sur le corps, le médicament, les précautions lors des thérapies amènent des réflexions (pas de solutions immédiates) sur ce que nous appelons l'« Éthique ». Nous retrouvons dans ces manuscrits, comme aujourd'hui dans nos hôpitaux, les notions de complexité et de l'imprévisibilité du corps humain face aux soins et certaines propositions pour y répondre. Ces travaux sur l'histoire de la médecine et de la pharmacie apportent des précisions sur une page de notre histoire humaine qui se déroule d'abord loin de l'Europe, mais qui s'y mêle intimement dès le XI^e siècle.



pour la Recherche et l'Enseignement supérieur

Ce document se veut un début synthétique mais très général sur des idées que les communistes mettent en débat. Les points évoqués seront développés dans les prochains numéros de notre journal. Nous attendons vos contributions !

Introduction

Le statut de la connaissance aujourd'hui, dans la société capitaliste en crise.

Le statut de la connaissance dans la perspective du dépassement du capitalisme, qui est notre objectif politique. Étant un bien « non rival » et cumulatif, qui se partage, s'échange sans que son détenteur la perde, qui gagne, au contraire, à être diffusée et à devenir la « propriété » d'un grand nombre de personnes, la connaissance est par essence opposée au capitalisme. C'est pour cette raison que « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde » (stratégie de Lisbonne, 2000) est vouée à l'échec : elle est aux antipodes de la nature même de la connaissance.

La mission de la recherche et de l'enseignement supérieur : produire et transmettre la connaissance.

Comment l'accomplir ? En jouissant d'une liberté intellectuelle pleine et entière et en considérant le développement de la connaissance en front continu, contre la logique dominante des « créneaux ».

Le but sera de définir les axes d'une politique de gauche pour la recherche et l'enseignement supérieur. Cette politique doit être radicalement différente de celle que le gouvernement Sarkozy-Pécresse mène actuellement, mais aussi de celle menée depuis plus d'une décennie et de celle prônée par la social-démocratie qui associe automatiquement recherche et « innovation ». Cette association est néfaste parce qu'elle intègre la connaissance dans le cadre de la rentabilité économique et de l'utilitarisme, c'est-à-dire dans la logique du capital. La politique de la droite, comme celle de la social-démocratie, qui présentent souvent des similitudes dans leur conception, laissent délibérément de côté des champs disciplinaires et des forces créatrices, opèrent donc une sélection. La notion d'excellence introduite récemment dans le langage de nos institutions, détournée de son sens et exploitée en vue d'une sélection utile au capital (et non en vue d'améliorer la qualité de la science), en vue d'un développement de la concurrence (en lieu et place de l'émulation) est un exemple significatif des méthodes et des objectifs de cette sélection.

Plan

1)- Une politique pour la recherche publique est basée sur le principe fondamental de son indépendance sur tous les plans : indépendance du pouvoir politique, économique, des intérêts des groupes de pression, de la culture du résultat immédiat, des médias.

En France, ce principe a présidé à la fondation du CNRS, l'un des deux piliers de la recherche, à égalité avec l'université. L'existence des EPST, organismes publics de recherche fondamentale financés par les deniers publics, est un atout qui n'existe pas ailleurs en Europe et qui renforce aussi la recherche universitaire. Ce sont les deux piliers de la recherche, qui se complètent et ne rivalisent pas. Une politique favorisant la véritable mobilité entre universités et EPST (et la réhabilitation de la politique de détachements entre éducation nationale et EPST permettant à bien des collègues de collège et lycée de faire leur thèse dans de bonnes conditions) est indispensable.

2)- Qui dit recherche publique, dit financement public. La proposition du PCF d'un pôle bancaire public avec renationalisation des grands banques en vue d'une politique de crédit sélectif orienté vers les investissements socialement (et humainement) utiles est le point central de ce financement, comme du financement de bien d'autres secteurs.

L'actuelle « autonomie » des universités (LRU) rend les universités esclaves des financeurs de toute sorte et ouvre la voie vers la hausse des frais de scolarité. L'encouragement des PPP va dans le même sens (pas seulement dans l'immobilier). Une réelle « autonomie » va de pair avec l'indépendance financière et un investissement public à la hauteur, qui concerne tout autant la recherche fondamentale que la recherche appliquée.

Pour la recherche industrielle, il faut d'abord une politique industrielle (ce qui n'est actuellement pas le cas), basée sur une appropriation publique de secteurs stratégiques et un refus absolu de la sous-traitance par le public de la R&D des entreprises. Le crédit bancaire et la fiscalité doivent être profondément transformés, afin que les PME, les entreprises de haute technologie, puissent se



pour la Recherche et l'Enseignement supérieur

dégager de la pression financière et consacrer des investissements importants aux activités de recherche, ce qui permet d'envisager des coopérations à intérêt mutuel. Une partie des incitations publiques relatives au crédit doit être liée à l'embauche des docteurs. Le CIR sera abandonné. Au niveau de l'Europe, une exigence de financement public passe par un changement de la BCE, qui ne sera plus indépendante comme aujourd'hui et aura comme mission une véritable politique de crédit socialement utile.

Au niveau mondial, il faut sortir la connaissance des accords de l'AGCS et de l'OMC, dont il faut changer les orientations et le mode de fonctionnement pour en faire un outil au service de la coopération et non de la concurrence.

- 3)- Une recherche publique est soumise à évaluation. C'est ce qui lui permet d'avancer et de s'améliorer.

Évaluation « interne » (au sein des EPST et universités) : rétablir l'évaluation par les pairs, au sein des instances élues démocratiquement et fonctionnant de façon transparente. Rénover vraiment leur fonctionnement va de pair avec le principe énoncé précédemment sur l'indépendance de la recherche publique : non soumises à pressions, avec des principes d'éthique stricts, ayant comme objectif uniquement l'amélioration du travail des équipes et visant à le soutenir. L'AERES sera supprimée.

Quant à l'ANR : une agence externe « de financement » est dommageable car elle fragmente le

front continu de la connaissance en dispensant des financements sur la base des projets « porteurs » à court terme. Par contre, il faut trouver un moyen fiable et stable pour encourager l'émergence de projets vraiment innovants de la part d'équipes de jeunes, de projets qui ont une durée limitée de par leur nature (p. ex. la constitution d'une nouvelle base de données pour y répertorier les

résultats d'une nouvelle recherche, ou bien un projet d'indexation multilingue et multi-entrées, etc.). Ces projets, qui ne seront pas pris en compte par les autres financements, pourront être évalués par des jurys internes indépendants (donc pas d'experts externes), qui prendront en compte aussi (et sérieusement) leur possibilité de déboucher sur des programmes à long terme avec création d'emplois statutaires.

Évaluation « externe » : l'appropriation sociale de la connaissance, c'est-à-dire l'interaction entre science (prise dans son ensemble, tous domaines et disciplines confondus) et société. Le PCF propose la création de forums citoyens de la science, de la technologie et de la culture, dotés de pouvoir d'enquête, indépendants de tout pouvoir politique ou pression économique, qui débattront publiquement et rapporteront annuellement devant l'Assemblée nationale. Le gouvernement aura l'obligation de répondre à leurs questions. Mais, dans ce domaine, nous devons veiller à respecter deux principes, qui manquent dans la société médiatique capitaliste actuelle : d'abord, l'existence de médias indépendants du Capital et des lobbies, qui forment sans formater l'opinion publique, des médias vraiment pluralistes pour favoriser la diffusion des débats d'idées et habituer à la confrontation ; ensuite, il faut que les personnels de la recherche disposent du temps nécessaire pour la diffusion et la valorisation des résultats de leur recherche auprès du public, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Donc, que cet effort vers « l'extérieur » fasse partie intégrante de leur évaluation « en interne ». Dans la partie de l'évaluation, il faut ajouter les coopérations internationales, notamment celles qui se font hors Europe. Sortir de la logique concomitante du « pillage des cerveaux » et du paternalisme est essentiel dans un domaine où se développent de nouvelles forces intellectuelles dans bien des pays. L'exigence énoncée auparavant de sortir de l'AGCS et de la logique actuelle de l'OMC doit justement favoriser cette nouvelle conception des coopérations internationales.

Conclusion

Vers une nouvelle République des Lettres ! Une République où l'on trouve « des gens de toute condition, de tout âge, de tout sexe », où l'on « parle toute sorte de langues, vivantes ou mortes », où « les arts y sont joints aux lettres, et les mécaniques y tiennent leur rang ».



BULGARIE



MOUVEMENT CIVIL POUR LE SOUTIEN DE LA SCIENCE ET DE L'ÉDUCATION nous disons NON ! à l'étranglement financier de la science

<http://www.science.nauka2010.com/>

Extraits de la pétition internationale lancée en novembre 2010

Après des années d'abandon total de la science et de l'éducation par les sphères dirigeantes bulgares, nous assistons à une politique préméditée d'étranglement financier des [ses] institutions de premier plan.

Le potentiel de recherche du pays est concentré dans les Instituts de l'Académie des Sciences bulgare et l'Université de Sofia « St Kliment Ohridski ». Avec environ 17% des chercheurs du pays, l'Académie à elle seule fournit presque 60% de la production scientifique ; 30% environ provient de l'Université. Les chercheurs des deux institutions travaillent dans des collaborations internationales et le niveau de leurs doctorants a fait l'objet d'une haute appréciation par la communauté scientifique internationale [...] ; une prouesse, si l'on considère les circonstances particulièrement difficiles pour la recherche en Bulgarie. [...]

Les slogans tels que « la Science n'est pas une priorité en temps de crise » ont été utilisés pour justifier des coupes drastiques dans les budgets pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique.

Avec un crédit d'État de 31 millions d'euros pour 2010 et 2011 (ce qui représente 70% des crédits déjà réduits de 2009), l'Académie est conduite au bord de l'effondrement [...]. Pour 2011, le financement global de l'Académie des Sciences bulgare et de l'Université de Sofia tombe à 0.12% du PIB attendu, comparé à 0.2% du PIB de 2009.

Le gouvernement actuel a déclaré une guerre ouverte contre la principale institution scientifique du pays. Le Premier ministre a annoncé l'intention de son gouvernement de liquider *de facto* l'Académie des Sciences bulgare en lui enlevant ses prérogatives d'autonomie. [...] Un tel acte arbitraire [...] n'a pas été perpétré en 141 années d'histoire de l'Académie. Cet acte est présenté comme une « réforme » par un membre-clé du gouvernement, qui

a lancé une campagne de longue date pour la privatisation de l'Académie des Sciences Bulgare, réduisant ainsi cette institution renommée à une marchandise.

La science et l'éducation sont toujours essentielles, dans les années de crise et dans celles de prospérité. À une époque où de plus en plus de pays du tiers monde sont sur la piste rapide vers le succès, il est stupéfiant de voir un membre de l'UE, avec une histoire honorable en éducation et en science décliner [...]. C'est la perspective d'un avenir aussi sombre qui nous préoccupe le plus, à l'instar de la diaspora scientifique bulgare.

Décembre 2010, un mois après le lancement du mouvement et de la pétition

Plus de 7000 signataires de tous les pays du monde et de toutes les nationalités et les champs scientifiques.

Mais... Aucun interlocuteur au ministère de l'Éducation. La « réforme » de la science et de l'éducation ressemble fort à la description faite en 2008 par le ministre bulgare des Finances :

« Fermer la plupart des laboratoires et centres de recherche de l'Académie et mettre à la place un Fonds "Science" [...] accessible aux scientifiques des différentes universités, des laboratoires privés, des *think-tanks* à but non lucratif et même de l'industrie. Pour aller plus vite, il vaut mieux fermer la plupart des sections de l'Académie et vendre leurs bâtiments. Le revenu estimé sera de 250 millions de dollars. La plus grande partie de cette somme pourra être investie dans le Fonds directement et avec le reste nous achèterons des titres sur le marché de change, ce qui sera une réussite dans peu de temps. Après, on aura à créer des fondations qui accorderont des allocations à des projets, non à des institutions. Les bons projets de recherche seront utilisés à l'université, et cela améliorera la qualité de l'éducation ».

N'avez-vous pas entendu cela quelque part ailleurs ?

GRANDE-BRETAGNE



des attaques contre le monde de la connaissance, université et recherche

En Grande Bretagne, Lord Browne, dans un rapport paru en octobre 2010, intitulé « Assurer un avenir durable pour l'enseignement supérieur », remet en question, sous prétexte de « financement pérenne », tout le système qui a prévalu jusqu'alors. Loin de se baser uniquement sur la question du financement, ce rapport conçoit l'université non comme un lieu de savoir, de connaissance, mais comme un lieu d'échange mercantile, une sorte de supermarché : nous ne devons plus penser l'enseignement supérieur comme pourvoyeur de bien public financé par des deniers publics, mais comme un marché légèrement régulé où le consommateur demande (il s'agit de la « demande » ou du « choix » des étudiants), il est donc souverain et c'est lui qui détermine quel service lui sera offert par le *provider*. Sous prétexte de parler du financement, c'est d'une redéfinition des disciplines enseignées et des diplômes délivrés que parle volontiers ce rapport, sans compter bien sûr de la hausse des frais d'inscription (bien plus élevés qu'en France, mais cela commence à venir en France aussi !). Les universités attireront leurs « clients », qui financeront leurs études grâce à des emprunts remboursés après la fin des études par les salaires des diplômés quand ils auront trouvé du travail. Il est bien entendu

que des disciplines dont les diplômés auront des salaires peu élevés (par exemple les SHS, pour ne pas les nommer, surtout les disciplines artistiques ou les langues anciennes) seront peu ou pas du tout choisies par les étudiants, donc le « marché » se réglera de lui-même en les supprimant ou en les privatisant. En France, le candidat Sarkozy n'avait-il pas demandé aux parents dont « les enfants voulaient apprendre le latin » de ne pas alourdir le budget de l'État avec des études si minoritaires et, somme toute, inutiles ?

Mais, au delà du choix des diplômés « rentables », l'un des points principaux des critiques adressées à Browne par les universitaires est l'absence de perspective, donc l'impossibilité pour les universités de se projeter dans l'avenir : qui pourra prévoir quels seront les « emplois rentables » (donc les diplômés rentables) dans 10 ans, sans prospective, sans programmation universitaire, sans politique de recherche ? Peut-être, disent-ils, la finance – et encore... Ou bien, les filières que le gouvernement choisira comme « prioritaires » (lire : pilotage gouvernementale du monde académique), certaines qui seront liées à des industries rentables (p. ex. pharmaceutiques), certaines « langues d'avenir », certaines technologies jugées prometteuses grâce à leurs applications... La « nature » fera donc le ménage : les universités incapables de survivre dans cette jungle, qui n'attireront pas suffisamment de « clients », fermeront, selon l'aveu de Browne lui-même. Et si c'était ça le but, après tout ? Nos IDEX bien françaises ne vont-elles pas dans le même sens ?

On lira avec profit (en anglais):

Nick Couldry et Angela McRobbie, *The death of the University, English style*
<http://www.edu-factory.org/wp/the-death-of-the-university-english-style/>

Stefan Collini, *Browne's Gamble*, <http://www.irb.co.uk/v32/n21/stefan-collini/brownes-gamble>



CHYPRE



le juteux business des universités privées

par Josua Gräbener, section universitaire PCF - Fédération du Rhône

Le gouvernement chypriote a proposé une révision des statuts des établissements privés, en vue de limiter leurs profits, et une refonte fondamentale du système universitaire chypriote en général. Mais les organisations étudiantes de droite, et, à leurs côtés dans cette (ré)action, de puissantes forces économique-intellectuelles, s'y opposent. Pour bien saisir les enjeux de cette lutte larvée, il faut comprendre les mécanismes à l'œuvre dans le système d'enseignement supérieur sur cette petite île de Méditerranée orientale.

L'Université de Chypre (UCY, University of Cyprus) est la première université du pays, ouverte en 1989. Ses effectifs ont cru rapidement ; jusque là, les Chypriotes souhaitant étudier devaient aller en Grèce ou ailleurs en Europe (pour la plupart en Grande-Bretagne) ou aux USA, ce qui impliquait des frais importants. De nombreux Chypriotes ont également étudié en URSS ou en RDA, comme M. Christofias (président de la République). Aujourd'hui encore, certaines études nécessitent de s'expatrier, en particulier médecine. L'adjectif « national » n'est pas vain pour cet établissement : si, un jour l'île est réunifiée, l'UCY accueillera aussi les étudiants chypriotes turcs.

Pour le moment, évidemment, ils ne sont qu'une poignée. Mais la dynamique est là, dans tous les documents il est spécifié que les langues officielles sont le grec et le turc. Reste à convaincre les organisations racistes de réfléchir davantage et de moins gonfler leur orgueil « hellénique ». L'UCY est de loin l'université qui correspond le plus à la nécessité d'être publique, gratuite, critique. En particulier dans le département des sciences sociales et politiques, les enseignants sont souvent engagés en parallèle dans des projets européens ou nationaux visant la réunification de ce pays déchiré. Le mouvement étudiant y a été à la pointe des mobilisations nationales.

Et pour cause : alors qu'une année n'y coûte que quelques dizaines d'euros, les autres établissements appliquent tarifs prohibitifs contre conditions d'entrée moins draconiennes. Car l'entrée à l'UCY est subordonnée à un examen d'entrée, dont le taux de réussite est très bas – d'où le fait qu'elle ne soit pas du tout « populaire » et que ses étudiants jouissent d'un certain prestige. Si, dans le cadre d'un partenariat Erasmus, on peut venir sans parler grec ou anglais, ces conditions sont exigées à tout étudiant non communautaire. À la suite de cette préselection linguistique, pour les étudiants qui ne sont ni Chypriotes, ni Grecs, ni « Erasmus », vient la sélection financière.

Les étrangers doivent déboursier plusieurs milliers d'euros pour finaliser la procédure à l'UCY. La conjonction de ces contraintes aboutit au très faible nombre d'étrangers y étudiant. Mais alors, où sont-ils inscrits, les autres étudiants étrangers, nombreux à Chypre ? À côté de l'UCY, il y a plus d'une dizaine de possibilités. Philipps College, Americanos College, Kes College, College of Tourism and Management... Ces colleges ont deux principaux points en commun : leur prix prohibitif (compter au moins 8000 euros par an) et une qualité des enseignements souvent médiocre pour des diplômes peu reconnus sur le marché de l'emploi national. Seuls se distinguent les *University of Nicosia* et *European University*, qui attirent aussi de nombreux chypriotes.

Mais qui y va, alors ? Nigériens, Congolais, Camerounais, Bengalis, Pakistanis, Chinois, Philippins, Indiens... ils grossissent les amphes et les comptes en banque de ces universités profitant du « prestige UE », pour vendre ce qui au final, se réduit pratiquement à une feuille de carton A3. Mais au pays, qui le sait ? Par conséquent, de lucratifs réseaux transnationaux ont fleuri. Nabil, un Népalais, m'expliquait ainsi qu'il y a des packages étudiants pour tel ou tel

pays. Le visa pour la France est très difficile à obtenir, le package est donc très cher. À Chypre, en revanche, le visa étudiant est conditionné par le paiement des frais de scolarité. Des familles entières se sacrifient pour offrir cette « opportunité » au marmot, qui, bien entendu, cherche à travailler pour les soulager.

Mais à leur arrivée à Nicosie, ils se rendent compte que la politique migratoire restreint énormément les branches d'activités où peuvent travailler les étudiants non communautaires. Des métiers le plus souvent durs et sous-payés, dont le salaire ne suffit pas pour vivre (le coût de la vie est élevé à Chypre). Ce sont autant de déceptions dans le parcours de l'étudiant étranger, confronté à des pratiques délibérément discriminatoires, comme par exemple les cours en grec, tandis que les brochures publicitaires de ces établissements spécifient « tout en anglais ».

Certains étudiants déploient donc toutes sortes de stratégies pour limiter leurs frais mirobolants. Parmi les rares concessions de ces usines à cours, la possibilité de valider son année unité par unité – facturées chacune 1000 euros, par exemple à la *European University*. Les étudiants ne sont pas toujours obligés de suivre les cours pour pouvoir passer les examens : la tentation est grande de partager les cours, une pratique somme toute banale ailleurs. Mais ici, les cours sont des produits : les enseignants, directement payés par les étudiants, n'ont pas intérêt à leur désertion. Les investisseurs veillent donc bien à diviser les intérêts de ces groupes sociaux qui pourraient pourtant converger voire être interdépendants, comme toutes les personnes mobilisées contre la LRU en France s'en sont rendu compte. Par conséquent il est interdit d'enregistrer les cours.

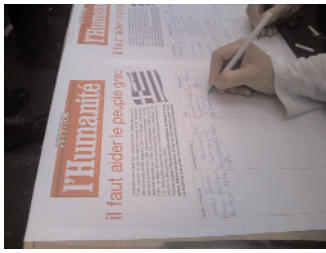
Les investisseurs sont également aidés par les services du ministère de l'Immigration qui conditionne le permis de résidence pour les étudiants non communautaires à de nombreux critères, dont l'assiduité à tous les cours. Il faut donc, d'une part, investir dans un magnétophone suffisamment petit pour être caché en chaussettes, et suffisamment efficace ; d'autre part, coopérer avec les étudiants communautaires (Roumains, Bulgares, Polonais) qui eux ne sont pas venus spécialement pour étudier, mais pour accumuler un pactole – puisqu'ils ont la possibilité d'occuper des emplois qualifiés et mieux rémunérés en qualité d'« Européens ». Ils se partagent ensuite les frais.

Mais les effets pervers structurellement produits par ce système dépassent ce cadre. Ainsi, certains étudiants sollicitent un visa étudiant dans l'espoir de pouvoir rester plus longtemps par la suite. Le sacrifice financier initial est donc contrebalancé par des perspectives à moyen et long terme. Or, obtenir un permis de résidence temporaire est une entreprise de plus en plus ardue dans le contexte européen de renforcement croissant des frontières. D'où, en dernier, mais promis à l'échec, recours, une demande de statut de réfugié. La procédure dure parfois des années. Et bien sûr les universités privées le savent, et l'exploitent. Ainsi, le *College of Tourism* a étendu son *Bachelor* à 6 ans (contre 4 normalement) pour les cas spéciaux. Un étudiant qui reste, c'est un étudiant qui paie... Oubliés, la réforme LMD et le processus de Bologne qui servent à justifier tous les abus ailleurs en Europe !

Au pire, comme en France, il y a toujours la « déportation », pour reprendre la terminologie anglophone, des étudiants sans-papiers. Trier, mettre en compétition, comprimer, rejeter. Et surtout, convertir la domination symbolique de l'Occident en rente financière. Voilà, semble-t-il, un autre versant de la nouvelle « Économie de la connaissance » tant vantée par Mme Péresse et ses homologues européens : celle contre laquelle il faut se battre.



GRÈCE



le coup fatal contre l'Université
 par Giorgos Rousis, professeur à l'université des Sciences Politiques (Panteion) d'Athènes

Nous vivons une époque où, grâce au développement des forces productives matérielles, grâce à l'élévation de la science à un niveau de force productive directe, et grâce à la maîtrise de l'intellect général (comme l'appelait Marx) sur la production, le rythme de

libération du travail vivant s'accélère, ce qui, au lieu de conduire au chômage, pourrait être exploité pour que l'activité humaine libre devienne dominante face au travail contraint. Cela signifie que la production moderne d'un côté exige, de l'autre côté offre elle-même la possibilité d'une éducation de masse et à long terme.

Contrairement à cette possibilité, les gouvernements bourgeois partout dans le monde, y compris en Grèce, cédant sur ce point aussi aux besoins du marché (c'est-à-dire du Capital) ont décidé d'en finir, une fois pour toutes, avec l'université publique.

Devant la réforme que tente aujourd'hui le gouvernement du PASOK (NDLR. social-démocrate), les réformes du précédent gouvernement (NDLR. de la droite), même si elles allaient dans la même direction, font figure de petites impostures de rien du tout. Le texte « de délibération » du ministère commence sans ambages en décrétant ce qui doit être aboli : « ces dernières décennies, l'objectif était l'enseignement supérieur de masse sans différenciations essentielles ». Il doit être remplacé par des facultés à plusieurs vitesses qui, au lieu de former des scientifiques dotés d'esprit critique, formeront des technocrates dotés de « compétences » pratiques exigées par le capital.

Cette transformation sera opérée par les biais suivants :

- ce qu'on appelle de façon grandiloquente « établissements multiformes avec leur identité particulière », ce qui signifie le démantèlement du modèle universitaire unique instauré depuis des siècles au niveau mondial ;
- l'assujettissement administratif de l'université au capital via les conseils d'administration avec la participation de managers extra-universitaires, qui remplaceront les Sénats universitaires élus et prendront les décisions stratégiques, comme par exemple l'élection du Recteur de l'université (NDLR. en Grèce, il est élu par le Sénat universitaire, où siègent des représentants des personnels et des étudiants) ;
- la soumission économique au capital via la vitrine démocratique de l'autonomie financière des universités par rapport à l'État, et du financement partiel par des entreprises privées, c'est-à-dire la transformation des universités en « SAU » (sociétés anonymes universitaires), sur le modèle des « SAF » (sociétés anonymes footballistiques !!!) ;

- le financement de l'université qui dépendra, entre autres, de la capacité d'attirer des ressources disponibles sur le marché et d'autres critères quantitatifs qui n'auront rien à voir avec la pertinence scientifique ;
- des programmes d'études flexibles, qui, au nom du soi-disant libre choix de la part des étudiants, supprimeront les filières instaurées avec des critères scientifiques ou les rendront obsolètes au moyen de la « mobilité horizontale » ;
- la dévalorisation des lettres et sciences humaines, ainsi que de la recherche fondamentale dans les autres disciplines, dans la mesure où elles seront financées selon la demande du marché. Par exemple, une recherche sur la voiture électrique sera entermée tant que l'exigeront les 7 sœurs du pétrole ou les industries automobiles ; il en sera de même pour tel médicament contre le cancer sur injonction des industries pharmaceutiques. Quant aux sciences humaines, je défie d'emblée quiconque sera intéressé à financer non pas tant la recherche que je suis en train de terminer sur le conflit entre Marx et Bakounine à propos de l'État socialiste, mais au moins une autre sur « le chômage comme facteur qui révolutionne la conscience aliénée » !!!
- le démantèlement de la structuration hiérarchique actuelle du corps unique de personnel universitaire et de recherche, et son remplacement par un autre, multiforme (différent pour chaque établissement), qui maintiendra durablement en otages, professionnellement et scientifiquement parlant, les personnels des échelons les plus bas ;
- la privatisation des œuvres sociales étudiantes ;
- l'insertion de l'université grecque dans la mondialisation impérialiste.

Cette réforme asservit donc complètement la connaissance au capital, ou, mieux, aux besoins qui découlent de la crise structurelle du capital. Les universités ne fonctionneront plus désormais comme un lieu de financement *indirect* par l'argent public de la reproduction du capital variable, dans la mesure où c'était le secteur privé qui utilisait ce qu'elles « produisaient ». Avec la réforme, l'Université se transformera en lieu de financement *direct*, aussi bien par sa privatisation que par le fait qu'elle offrira au capital les technocrates dont il aura besoin.

Mais il y a pire : jusqu'à maintenant, l'université avait conservé une certaine autonomie intellectuelle (même si elle reproduisait en fin de compte l'idéologie dominante) ; désormais, non seulement elle en sera complètement privée, mais son mode de fonctionnement l'amènera à cultiver et à diffuser des éléments fondateurs de cette idéologie dominante renouée par les effets de la crise.

UNION EUROPÉENNE



Méfions-nous, elle sévit partout ! Lancée conjointement par la commissaire chargée de la recherche, de l'innovation et des sciences et le commissaire chargé de l'entrepreneuriat, « L'union de l'innovation », une nouvelle « stratégie » européenne, après celle de Lisbonne, qui mènera sûrement aux mêmes échecs, après avoir enrichi quelques prédateurs et appauvri la recherche publique. Jugez vous-mêmes :

L'« Union de l'innovation » concentrera les efforts de l'Europe (et sa coopération avec les pays tiers) sur des défis tels que le changement climatique, la sécurité énergétique et alimentaire, la santé et le vieillissement de la population. Elle permettra au secteur public d'intervenir pour stimuler le secteur privé et pour lever les obstacles qui empêchent les idées d'accéder au marché. Ces obstacles sont le manque de financement, le morcellement des systèmes de recherche et du marché, la sous-utilisa-

tion des marchés publics pour l'innovation et la lenteur des travaux de normalisation. L'Union de l'innovation est une initiative phare de la stratégie Europe 2020.

La suite sur le site :

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/10/1288&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

DERNIÈRE MINUTE : des résistances s'organisent

Voir la déclaration de la rencontre des mouvements universitaires contre la crise, tenue à Paris du 11 au 13.02.2011. Elle annonce aussi des échéances des mobilisations à venir :

<http://www.edu-factory.org/wp/common-statement/> - french



TUNISIE



ÉGYPTE



investir dans la connaissance, c'est investir dans la liberté

par Dina Bacalexi

Les révoltes tunisienne et égyptienne ont mis sur le devant de la scène des fractions de la nouvelle classe ouvrière, les jeunes qui ont étudié et obtenu des diplômes, ainsi que bon nombre de professions intellectuelles, métiers exigeant une formation universitaire de haut niveau, comme les enseignants, les avocats, les médecins, qui, en Égypte par exemple, ont été nombreux parmi les première vagues de manifestants de la place Tahrir. Dans le cas de la Tunisie, le désespoir des jeunes diplômés sans avenir, obligés d'exercer de petits boulots pour survivre (le vendeur ambulant de Sidi Bouzid était bachelier, ce qui est important dans un pays où l'on se bat encore contre un analphabétisme de 50%), seule alternative au chômage (on estime que 60% des diplômés n'ont pas d'emploi) a été le moteur de la révolution.

Dans les deux cas, bien sûr, les régimes dictatoriaux ont largement profité de systèmes universitaires issus de la première vague de la décolonisation, où la connaissance avait une réelle valeur pour ces peuples libérés. Ils ont ensuite encouragé les études car, avec la complicité coupable des Occidentaux, elles pourraient donner des élites dociles et bien formées (c'est-à-dire formatées à la mode paternaliste-colonialiste). Bien que le « dynamisme » tunisien, par exemple, tant vanté, soit dû aux « affaires », le régime avait aussi encouragé la formation des bacheliers et des diplômés d'université, ainsi que les études à l'étranger. Nous avons tous, un jour ou l'autre, croisé, dans nos labos ou nos facs, des étudiants tunisiens très motivés et travailleurs, et, dans d'autres pays européens, des étudiants égyptiens qui l'étaient tout autant. Nous avons tous, un jour ou l'autre, eu à étudier les travaux de nos collègues égyptiens et tunisiens, qui sont d'une grande qualité dans toutes les disciplines : on pourra citer, par exemple, des remarquables études d'archéologie et de valorisation du patrimoine tunisien, ou bien le défi de la réouverture de la Bibliothèque d'Alexandrie, qui redonne à cette ville exceptionnelle une partie de son passé de centre intellectuel de premier ordre dans le monde Méditerranéen.

Et après ? Aller à l'école, à l'université, avoir des diplômes, aller jusqu'au doctorat ou au-delà et vivoter sous un régime autoritaire et dans la plus grande misère : les Tunisiens et les Égyptiens ont dit STOP ! Le temps est venu de tirer la conclusion de ces deux prémisses du syllogisme : si connaissance sans issue, sans travail, mène à l'exaspération et exaspération mène à la révolte et à la liberté, la connaissance mène à la liberté. C'est justement parce que ni Ben Ali, ni Moubarak n'ont idée de lire Aristote qu'ils se sont trompés dans leur calcul. La jeunesse a étudié, a acquis un savoir qu'elle ne veut pas laisser croupir dans les geôles des dictateurs, ni museler sous l'emprise de la peur, ni vendre au plus offrant. La jeunesse a appris des langues étrangères, manié les nouvelles technologies, surfé sur internet, communiqué avec le monde. Les intellectuels ont suivi, car il est indécent de vivre avec la peur, de recevoir des salaires de misère et d'étouffer, voire de subir brimades et emprisonnement. Ces dictatures n'ont pas réussi à assécher la source de la connaissance qui a toujours une grande valeur et sur laquelle on peut s'appuyer dans les luttes ; elles n'ont pas non plus réussi à manipuler le savoir, à le soumettre au mar-

ché libéral qui a été leur vitrine et qui leur a valu tant de compliments de la part de « démocrates » occidentaux.

La connaissance, une arme contre toutes les dictatures. Poussez-les à s'instruire, ils acquerront un jour leur liberté et vous anéantiront. Voilà ce à quoi les dictatures n'ont pas pensé. Ni Ben Ali, ni Moubarak n'ont eu le souvenir (en avaient-ils eu vent de la fin de cette autre dictature ?) du fait que, lorsqu'il a fallu chasser les colonels grecs qui sévissaient depuis 1967, ce sont, en 1972-1973, les étudiants de la prestigieuse faculté de droit et de la plus prestigieuse encore École Polytechnique d'Athènes qui se sont soulevés les premiers et ont précipité la chute. « Du pain, de l'éducation, de la liberté ! », scandaient-ils. Entre 1973 et 2011, entre la Grèce des colonels et les dictatures de Ben Ali et de Moubarak, cette revendication n'a pas pris une ride. Investissez dans la connaissance, poussez-les à s'instruire, ils se réveilleront et chasseront les tyrans.

Mais il y a encore un enseignement à tirer de ces révolutions : la convergence des luttes sociales et des luttes pour les droits et les libertés. La tradition française de 68, ainsi que le récent mouvement sur les retraites, nous l'ont bien appris, mais en Tunisie et en Égypte nous l'avons vécu comme une révélation : ce sont tout autant les manifestants de la place Tahrir, que les ouvriers des villes industrielles du delta du Nil, comme Mahallah, qui ont lutté ensemble pour les droits et les libertés, pour les salaires et la dignité, pour la vie dans un monde sans dynastes, quels qu'ils soient. Les revendications salariales ont été partie intégrante des révoltes (cf. *l'Humanité* du 2 et du 7.02, articles de P. Barbancey et interview du syndicaliste Hamdi Hussein). Ceux qui misaient sur la division entre le monde du travail et la jeunesse, entre intellectuels et travailleurs de l'industrie, ont été déçus.

Voilà la grande richesse de ces révolutions, l'investissement pour l'avenir de ces pays et peut-être d'autres (car le vent souffle, il fait siffler les oreilles des dictateurs). C'est justement là que résidera le rempart contre la récupération du mouvement, c'est-à-dire la « domestication » des jeunes et des intellectuels, mais aussi contre le prétendu danger islamiste, que certains « intellectuels » français, « défenseurs » des droits de l'homme (mais choisissant avec partialité les causes défendues) ont commencé à brandir pour discréditer les révolutions. Heureusement, ils ont eu la réponse méritée tant de Pascal Boniface <http://pascalbonifaceaffairesstrategiques.blogs.nouvelobs.com/archive/2011/02/07/adler-bhl-et-finkielkraut-anxieux-face-a-la-perspective-d-un.html> que de Farouk Mardam-Bey <http://www.telerama.fr/idees/farouk-mardam-bey-pour-certains-intellectuels-francais-democratie-et-monde-arabe-semblent-incompatibles,65792.php>

Les communistes ont toujours lié connaissance, révolte et émancipation. Nous faisons confiance aux peuples qui ont acquis leur liberté au prix de lourds sacrifices. Nous serons aux côtés de nos collègues dans leur chemin vers la reconstruction de leur pays.

Loin de la Méditerranée de Sarkozy, la nôtre sera lumineuse, chaleureuse, accueillante, exigeante, et, bien sûr, éminemment révolutionnaire !



pour sortir des eaux glacées du calcul égoïste

Jean-Claude AMEISEN

Dans la lumière
et les ombres : Darwin
ou le bouleversement
du monde
Paris : Seuil, 2008

Aurélien BARRAU

Patrich GYSER

Max KISTLER

Jean-Philippe UZAN

Multivers :
mondes possibles
de l'astrophysique,
de la philosophie
et de l'imaginaire
Grenoble : La Ville brûle,
2010

Patrick BLANDIN

Biodiversité,
l'avenir du vivant
Paris : Albin Michel, 2010

Jean-Pierre BIBRING

Mars, planète bleue?
Paris : Odile Jacob, 2009

Jean BOULEGUE

Le blasphème en
procès, 1984-2009 :
l'Église et la Mosquée
contre les libertés
Paris : 2010

Aurélien BARRAU

Daniel PARROCHIA
(sous la dir. de)

Forme et origine
de l'univers : regards
philosophiques sur la
cosmologie
Paris : Nova éd., 2010

Mona CHOLLET

Philippe RIVIERE

(coord. par)

Internet, révolution
culturelle
Manière de Voir
Le Monde Diplomatique
109 février 2010

Stephen JAY-GOULD

Le renard
et le hérisson :
comment combler le
fossé entre la science
et les humanités
Paris : Seuil, 2005

Ali KAZANCIGIL

La gouvernance : pour
ou contre le politique ?
Paris : Armand Colin,
2010

Saber MANSOURI

Athènes vue
par ses métèques :
Ve-IVe siècle av. J.-C.
préf. de Nicolas Richer
Paris : Taillandier, 2011

Jean-Pierre CHANGEUX

Jacques REISSE

(sous la dir. de)

Un monde meilleur
pour tous :
projet réaliste ou rêve
insensé ? : colloque
européen de 2006,
[Bruxelles, 8-9 mars]
[organisé par le]
Collège de France
Paris : Odile Jacob, 2007

Parti communiste français
2 place du Colonel-Fabien
75019 Paris

site : www.pcf.fr

webtv : www.alternatv.fr

